

# LE DEVOIR

Soirée inaugurale  
du nouveau  
Palais Montcalm

«L'art  
n'est pas  
élitiste»,  
plaide  
Andrée  
Boucher

ISABELLE PORTER

Québec — Dans un discours aux accents réconciliateurs, la mairesse de Québec, Andrée P. Boucher, a profité de l'inauguration du nouveau Palais Montcalm, samedi soir, pour répliquer à ceux qui voient dans les investissements cul-



La mairesse de Québec, Andrée Boucher

turels le reflet de la seule volonté des élites de la capitale. «Cessons de dire que l'art, c'est élitiste! Il n'y a rien de plus faux», a-t-elle déclaré lors d'un discours dans la salle Raoul-Jobin où venaient de se produire les Violons du Roy. «L'art, ça émane du peuple. [...] On n'a pas besoin d'être le fils d'un ancien premier ministre, d'un avocat ou d'un notaire pour être artiste. [...] Le peintre Albert Rousseau était barman pour faire vivre sa famille. Raoul Jobin habitait le quartier Saint-Sauveur, non pas la Grande Allée.»

La mairesse faisait allusion à la réaction a posteriori d'une certaine droite à Québec contre les nombreux investissements en culture effectués sous la gouverne du maire Jean-Paul L'Allier, dont le projet du nouveau Palais Montcalm (Maison de la musique) que l'on inaugurerait samedi soir.

Des tensions bien résumées par ces propos de l'animateur de radio Sylvain Bouchard tirés d'un reportage du Devoir sur le fameux «mystère de Québec»: «Moi, je suis un gars de sport et de rock. Je ne peux pas comprendre pourquoi la mairesse et les autres me disent que jamais ils ne vont mettre une cenne d'argent public dans le Colisée par exemple. Par contre, mettre 30 millions dans le Palais Montcalm [en fait, 23 millions] pour 900 personnes, c'est correct parce que ça, c'est de la culture.»

VOIR PAGE A 8: BOUCHER



REUTERS

À qui  
appartiendra  
le pétrole  
irakien ?

■ À lire en page B 1

INDEX

- Annonces ..... B 6
- Avis publics .. B 4
- Décès ..... B 6
- Météo ..... B 5
- Mots croisés .. B 5
- Sudoku ..... B 6
- Télévision ..... B 7



André Boisclair et Jean Charest en pleine conversation devant des oreilles indiscrettes. Leurs campagnes se sont croisées hier à Montréal à l'occasion de la Saint-Patrick.

## Budget Harper: à qui le mérite ?

Boisclair et Charest s'attribuent déjà la paternité d'un règlement sur le déséquilibre fiscal

ANTOINE ROBITAILLE  
KATHLEEN LÉVESQUE

Le budget Harper-Flaherty n'était pas encore présenté hier que les chefs péquiste et libéral en campagne électorale tentaient déjà de s'attribuer les mérites d'une solution au problème du déséquilibre fiscal.

Le premier ministre Jean Charest a soutenu que c'est grâce au leadership de son gouvernement que les Québécois peuvent espérer aujourd'hui «une avancée significative» dans ce dossier. Alors qu'André Boisclair a affirmé

que le mérite revenait aux souverainistes.

Le chef libéral a affirmé que, dès son élection en 2003, il s'était attelé, a-t-il rappelé, à établir «un nouveau rapport de force avec Ottawa». C'est à son initiative que l'ensemble des provinces ont fait front commun au sein du Conseil de la fédération qui «a dynamisé le fédéralisme canadien», a-t-il dit. «Ça nous a permis de faire avancer des priorités communes», a expliqué Jean Charest.

Le ministre fédéral des Travaux publics et responsable de

la région de Montréal, Michael Fortier, a tenu à souligner hier, en marge du défilé de la Saint-Patrick, le rôle de M. Charest dans le règlement de ce dossier. «Je travaille avec des ministres de l'équipe de M. Charest depuis un an. Ce sont des gens qui défendent bien les intérêts des Québécois. Ils le font avec convivialité, avec collégialité et font avancer les intérêts de tous les Québécois», a fait valoir M. Fortier.

Ce dernier a croisé le chef libéral à la basilique Saint-Patrick, où il assistait à la messe célébrant la fête des Irlandais. «Lundi, ça va

bien se passer M. Charest. Ça va très bien se passer», a dit Michael Fortier à Jean Charest en lui serrant la main. Aux journalistes, M. Fortier a donné l'assurance que le budget fédéral présenté aujourd'hui réglerait le déséquilibre fiscal. «Le budget va certainement régler une promesse. C'est un autre engagement que nous allons maintenir, celui de régler le déséquilibre fiscal», a-t-il affirmé.

M. Fortier a précisé que «le budget n'a pas été dessiné» pour aider M. Charest, mais il reconnaît que c'est un sujet très important pour le premier ministre québé-

cois, qui est dans le dernier droit de la campagne électorale. «Si M. Charest est satisfait du budget et qu'il croit qu'il a réglé le déséquilibre fiscal, c'est qu'il a eu un rôle pour faire avancer le débat», a souligné M. Fortier.

En point de presse, M. Charest a dressé une chronologie détaillée des événements qui ont marqué le débat des dernières années. Sous son impulsion, le fédéralisme a été rentable pour la population du Québec, a soutenu M. Charest. À preuve selon lui, la

VOIR PAGE A 8: BUDGET

■ Des souverainistes dénoncent le budget fédéral, page A 2 ■ L'ADQ critique le glissement vers la «gau-gauche» du PQ, page A 3

L'ENTREVUE

### L'illusion du libéralisme

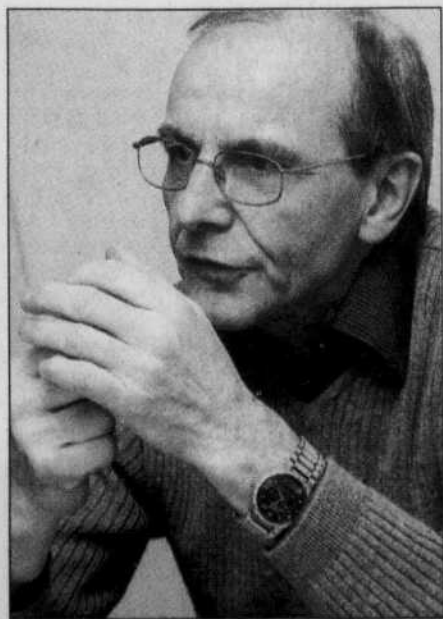
«Je conviens que ce système est efficace, mais je refuse qu'il suffise pour favoriser le développement harmonieux de l'homme», dit Axel Kahn

PAULINE GRAVEL

Homme de gauche, le généticien français Axel Kahn dénonce dans son dernier essai les dérives du libéralisme pur et dur, et souligne les méfaits qu'il engendre en ce tournant de siècle. Notamment, ce chamboulement des valeurs où tout est réduit à sa dimension marchande. Il affirme que l'homme, ce «roseau pensant» dont parle Blaise Pascal dans ses *Pensées*, doit intervenir pour prévenir les inégalités qui découlent du libéralisme débridé, car celles-ci risquent de conduire à de graves conflits.

Dans un entretien accordé au *Devoir*, Axel Kahn rappelle d'entrée de jeu que la pensée libérale définie par des auteurs comme Adam Smith repose sur la conviction que l'homme agit avant tout en fonction de ses intérêts. Et que «le libre cours des égoïsmes individuels est in fine garant du mieux-être collectif et du progrès». Selon cette logique, la meilleure garantie pour le consommateur de manger du bon pain par exemple n'est pas la bienveillance et l'altruisme des boulangers à l'égard des consommateurs, mais leur concurrence impitoyable, chacun d'entre eux tentant d'optimiser ses gains personnels.

Les pères du libéralisme préviennent que toute perturbation de ce mécanisme naturel du marché risque de nuire à l'efficacité du système et donc d'en amoindrir les bienfaits escomptés. «Laisser faire» est donc leur mot d'ordre. Ils ne manquent pas



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
Le généticien et philosophe Axel Kahn

de souligner que la libre compétition, motrice du progrès économique, désigne inévitablement des vainqueurs et des vaincus, créant du coup des inégalités qui risquent d'entraîner des contestations susceptibles de devenir sources de désordres. Lesquels entraveront le «doux commerce».

VOIR PAGE A 8: KAHN

### Charge du secteur public contre le PLQ et l'ADQ

Une coalition syndicale s'inquiète de la «menace» qui pèse sur le scrutin du 26 mars

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Des syndicats représentant 300 000 employés de l'État exhortent leurs membres et la population à ne pas voter pour le Parti libéral du Québec (PLQ) ou encore l'Action démocratique du Québec (ADQ), car leurs chefs sont des «apprentis sorciers» qui veulent changer le monde et dont les idées constituent une «menace» pour les services publics.

«À ce jour, notre démarche a toujours été non partisane», a indiqué hier le président du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), Gilles Dussault. «Mais le bilan de l'un [PLQ] et les promesses de l'autre [ADQ] nous font dire qu'il y a comme une menace qui plane», a-t-il ajouté, invitant les gens à ne pas choisir ces «apprentis sorciers qui se présentent pour changer le monde de but en blanc».

Regroupés sous la bannière du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le SPGQ

ont coché «échec» à côté du PLQ et de l'ADQ. Mais ils ont donné «la note de passage» au Parti québécois (PQ), à Québec solidaire (QS) et au Parti vert (PV), dont «les réponses sur les questions d'avenir des services publics garantissent le respect des valeurs sociales de nos membres», a lancé Gilles Dussault.

Les syndicats ont demandé à rencontrer les chefs des cinq principaux partis politiques qui se livrent la joute électorale actuelle. Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, «n'a même pas accusé réception de notre demande», a raconté Lina Bonamie, présidente de la FIQ. Jean Charest, chef du PLQ et actuel premier ministre, «n'était pas d'accord avec la formule d'entretien» qu'on lui a proposée. Résultat: seuls les dirigeants du PQ, André Boisclair, de QS, Françoise David, et du PV, Scott McKay, ont répondu aux interrogations des syndicats sur des enjeux comme le financement privé en matière de santé, un nouveau «pacte social» en éducation, les départs à la retraite dans la fonction publique québécoise et le pouvoir d'attraction du secteur public, en nette décroissance.

VOIR PAGE A 8: CHARGE

## QUÉBEC 2007

## Jacques Parizeau vient prêter main-forte à François Rebello dans La Prairie

FRÉDÉRIC DAIGLE

Discret depuis le début de la présente campagne électorale, Jacques Parizeau a fait une entrée remarquée, hier, en y allant d'un long discours lors d'une assemblée partisane dans la circonscription de La Prairie, afin de prêter main-forte au candidat péquiste François Rebello.

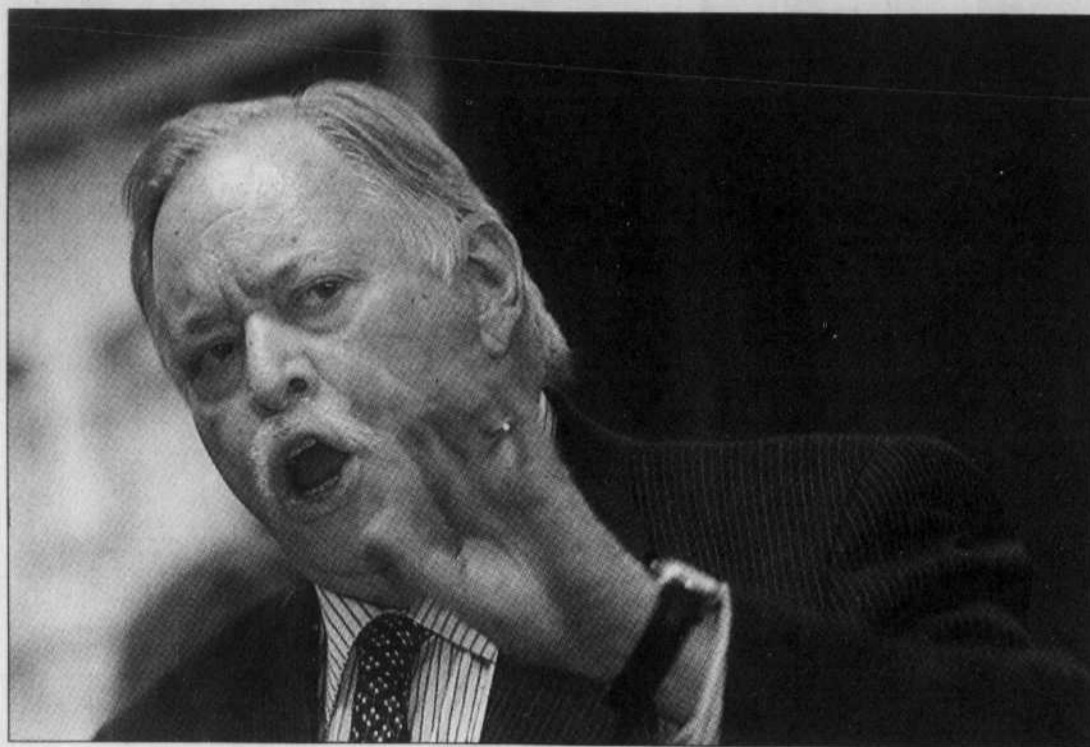
L'organisation de François Rebello a également reçu l'appui des ténors souverainistes Monique Richard et Louise Harel au cours de cette assemblée, où environ 150 militants étaient réunis.

Dans une allocution de près de 30 minutes, l'ancien premier ministre a vanté le progressisme du Parti québécois, rappelant que plusieurs mesures récupérées par les libéraux avaient d'abord été instaurées par les différents gouvernements péquistes dans le passé.

«Les garderies à 5 \$ — c'est 7 \$ maintenant —, c'est le Parti québécois ça, a déclaré M. Parizeau. L'assurance-médicament aussi. On peut bien se chicaner et dire que ça a coûté plus cher que prévu, je comprends tout ça. Mais il reste que c'est une mesure unique, mise de l'avant par le PQ. Et que dire de l'équité salariale dans la fonction publique. Oui, il faut féliciter Mme [Monique] Jérôme-Forget d'avoir bien complété la négociation avec les syndicats, mais c'est le PQ qui a lancé ce projet.»

L'économiste a dénoncé la mauvaise situation économique dans laquelle les libéraux ont plongé le Québec, avec «les fermetures d'usines qui se succèdent depuis qu'ils sont au pouvoir».

M. Parizeau a également profité de cette tribune pour répliquer aux



Dans une allocution de près de 30 minutes, dans la circonscription de La Prairie, l'ancien premier ministre Jacques Parizeau a vanté le progressisme du Parti québécois. L'organisation de François Rebello, le candidat du coin, a également reçu l'appui des ténors souverainistes Monique Richard et Louise Harel.

critiques du PQ qui l'accusent de se ranger vers la droite et de «s'embourgeoiser» en spécifiant qu'il n'y avait pas, sur l'échiquier politique québécois, de parti plus progressiste et privilégiant davantage les mesures sociales que le Parti québécois.

«Le Parti québécois reste, sur le plan des programmes, des idées et de la vision qu'il a de la société, le parti le plus progressiste dans notre société.»

N'abordant le sujet d'un éventuel

référendum qu'en toute fin de discours, il a rappelé que la seule façon pour les souverainistes d'obtenir un pays était de porter le PQ au pouvoir le 26 mars prochain, invitant au passage les électeurs qui se disent souverainistes mais qui comptent voter en faveur de l'ADQ — ou ne pas voter du tout — à «montrer un peu plus de sérieux».

«On a un objectif qui est de construire notre pays. Pour construire notre pays, ça prend un référen-

dum. Pour tenir un référendum, il faut que le PQ soit au pouvoir. S'il fallait que tous les couples se séparent à chaque fois qu'il y a un conflit, il n'y aurait pas beaucoup de couples. Alors, pendant ces cinq semaines de campagne, il faut tous pousser dans la même direction. De pouvoir dire à vos enfants et à vos petits-enfants que vous étiez là serait une très belle histoire à raconter.»

Presse canadienne

## Le budget fédéral dénoncé par des militants souverainistes

ALEXANDRE SHIELDS

dra quêter d'année en année, sans aucune garantie de succès».

Un regroupement de militants souverainistes dénonce la décision du gouvernement conservateur de Stephen Harper de déposer aujourd'hui même son budget, qualifiant le geste de «grossière manœuvre pour court-circuiter la démocratie québécoise, pour ma-

nipuler l'opinion publique, pour acheter l'allégeance des Québécois avec leur propre argent».

«Stratégiquement placée une semaine jour pour jour avant l'élection au Québec, il est clair que ce budget visera à faire miroiter aux Québécois des milliards, par ailleurs déjà payés par nos impôts, dans le but de démontrer les grands avantages du régime fédéral, de soutenir les partis fédéralistes québécois et de préparer la campagne fédérale qui suivra», écrivent les auteurs d'un texte que *Le Devoir* publie aujourd'hui en page A6.

Le texte en question est cosigné par le Conseil de la souveraineté du Québec, les intellectuels pour la souveraineté, *L'Aut'journal*, le Mouvement national des Québécois et Québécoises, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Union des écrivains et écrivaines du Québec.

Les auteurs soutiennent essentiellement que «le gouvernement de la nation québécoise est assujéti aux décisions d'une autre nation — la nation canadienne-anglaise — pour boucler son budget. Le «cadre financier» des promesses électorales de Jean Charest le fédéraliste et de Mario Dumont qui se dit «autonome» sera finalement défini par le «cadre financier» fédéral qu'il faut

«Il est clair que ce budget visera à faire miroiter aux Québécois des milliards, par ailleurs déjà payés par nos impôts»

Quoi qu'il en soit, ajoutent-ils, «[...] que le budget Harper rétablisse totalement ou partiellement ses contributions à la santé, à l'éducation et à la péréquation, cela n'empêchera jamais ce gouvernement ou un autre qui le remplacera de recommencer à recréer un autre déséquilibre fiscal dans un ou deux, comme le gouvernement Chrétien-Martin l'a fait contre les intérêts du Québec il y a quelques années. Encore moins d'effacer les dix années de turbulences et de souffrances dont les malades et les jeunes du Québec ont fait les frais.»

Et selon eux, si «l'encadrement du pouvoir de dépenser du fédéral» était annoncé dans l'énoncé budgétaire, cela «ne ferait qu'empêcher le gouvernement canadien de dépenser dans des champs de compétence du Québec sans son accord. Cela pourrait ralentir la centralisation, mais ne donnerait aucun pouvoir à notre État national pour s'attaquer à nos problèmes de société». Dans ce contexte, la seule option souhaitable pour les Québécois consiste à se «construire un pays», concluent-ils.

Le Devoir

## Le PQ doit payer des scouts pour distribuer ses brochures

Longueuil — Le recours aux bénévoles s'avérant difficile, l'organisation électorale péquiste de la circonscription de Vachon paie une troupe de scouts pour distribuer les brochures du candidat Camil Bouchard.

«Pour la distribution de brochures aux 27 000 portes, c'est difficile d'engager des bénévoles là-dedans», a reconnu d'emblée M. Bouchard lors d'un point de presse improvisé dans les locaux de campagne de la circonscription de la Rive-Sud.

M. Bouchard, qui a reçu la visite de son chef André Boisclair venu lui prêter main-forte en matinée samedi, a ainsi confirmé que le travail éreintant de la distribution des brochures avait été confié à de jeunes adeptes du scoutisme.

«On s'est dit, on va faire appel à des groupes communautaires qui sont toujours à la recherche d'une source de financement pour leurs activités. On a fait appel à une dizaine de groupes et il y a une troupe scoutie qui nous a dit être prête à le faire», a expliqué le député sortant.

Agés de 13 à 15 ans, les jeunes conscrits se sont fait promettre 500 \$ pour leur travail au service du Parti québécois (PQ).

L'argent amassé ne va pas «dans leur poche», a d'ailleurs

précisé M. Bouchard. Les fonds reçus, a-t-il dit, servent plutôt au financement des activités des scouts.

Pour M. Bouchard, il n'y a rien de répréhensible à rémunérer des jeunes pour effectuer le travail partisan. Il s'agit même, selon lui, d'une pratique parfaitement conforme «à l'éducation à la citoyenneté» enseignée dans les écoles.

«L'argent s'en va pour l'organisation à laquelle ils sont membres et ils travaillent pour les autres. Y a-t-il une plus belle valeur que ça?», a lancé le député sortant.

De surcroît, le cas de Vachon est loin d'être isolé, a-t-il tenu à faire remarquer. Dans certaines circonscriptions, «vous allez voir que Postes Canada a de beaux contrats de distribution de brochures», a-t-il argué.

Identifié à l'aile dite «progressiste» du Parti québécois, M. Bouchard sollicite un deuxième mandat à l'Assemblée nationale. Il avoue être aujourd'hui beaucoup plus aguerri que lors de la campagne électorale de 2003.

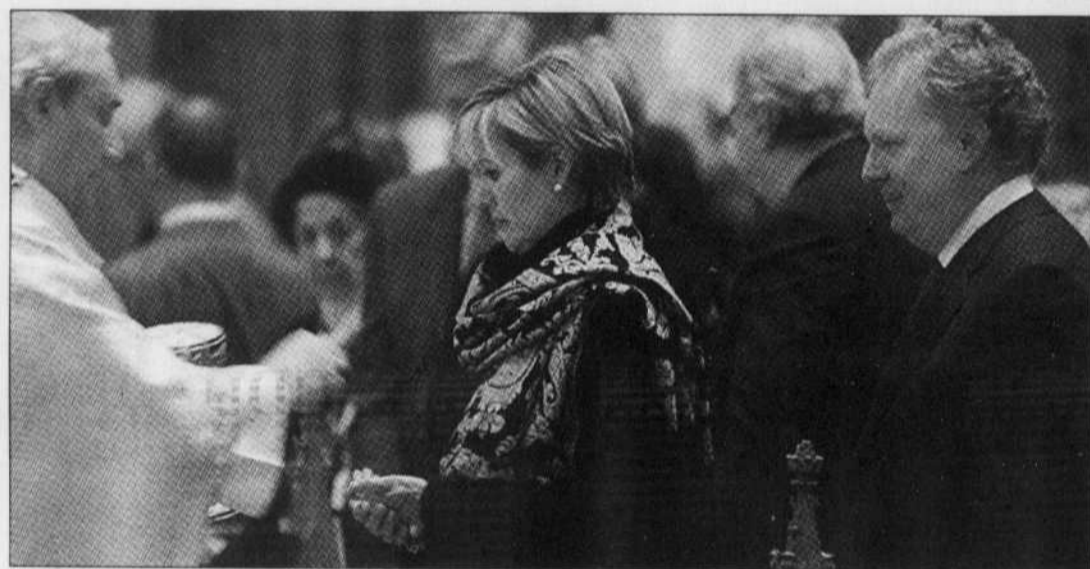
«Franchement, je dirais quasiment que c'est ma première campagne en terme de conscience de ce qui se passe», a-t-il admis.

Presse canadienne

## EN BREF

## Tremblay veut que les chefs parlent de Montréal

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, ne voit pas un avenir très reluisant pour la métropole si un gouvernement de l'Action démocratique du Québec devait appliquer son engagement d'abolir les conseils d'agglomération. À la sortie de la messe célébrant hier la fête des Irlandais à la basilique Saint-Patrick, le maire Tremblay a dit souhaiter que les chefs de parti fassent connaître leurs engagements pour Montréal. Sans prendre parti pour l'un ou l'autre, M. Tremblay a toutefois laissé entendre que la proposition adéquate ne lui plaisait pas du tout. «Vous ne pensez pas que Montréal mérite mieux qu'un autre débat de structures?», a-t-il dit aux journalistes qui l'entouraient. La dernière semaine de campagne doit notamment servir à éclairer les électeurs sur la vision des trois principaux partis politiques pour Montréal, croit le maire Tremblay. MM. Charest, Boisclair et Dumont prononceront une allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. «Les régions sont importantes, mais Montréal aussi. J'ai bien hâte d'entendre la vision de tous les chefs de parti sur le rôle qu'ils voient pour la métropole du Québec», a dit Gérald Tremblay. Ce dernier a par ailleurs souligné «l'entente historique» survenue en pleine campagne électorale sur le partage régional des coûts du métro de Montréal. «C'est la première fois dans l'histoire de Montréal que nos partenaires de la communauté métropolitaine de Montréal acceptent de payer une part pour le déficit des infrastructures et de l'exploitation du métro. Mais il reste encore beaucoup à faire pour le transport en commun», prévient-il. — *Le Devoir*



Jean Charest et son épouse, Michèle Dionne, ont participé à la messe que célébrait le cardinal Jean-Claude Turcotte à la basilique Saint-Patrick pour souligner la fête des Irlandais. Le chef libéral, dont la mère était d'origine irlandaise, se dit croyant.

## Charest monte le ton contre l'ADQ

KATHLEEN LÉVESQUE

Longueuil — Avec l'ADQ au pouvoir, le Québec aurait des allures de «jungle», a prévenu hier Jean Charest.

Depuis quelques jours, le chef du Parti libéral monte le ton à l'endroit de son adversaire adéquate, dont les appuis ne cessent de croître, selon le dernier sondage Léger Marketing. La veille, M. Charest a dit que l'ADQ était «une coquille vide». Hier après-midi, il a participé à une réunion partisane dans l'arrondissement Saint-Hubert de la ville de Longueuil où il a harangué quelques dizaines de militants de la circonscription de Vachon. «L'ADQ dit n'importe quoi sans le chiffrer et demande un chèque en blanc. [...] Construire le Québec, ça ne se fait pas par l'abolition de tout ce qui bouge pour plaire à la première

personne qu'on rencontre», a-t-il dénoncé.

Le chef libéral a expliqué que Mario Dumont proposait d'abolir le Conseil de la fédération, les commissions scolaires, les fonds des générations, Emploi-Québec et les conseils d'agglomération. «Il y a une expression pour ça: bienvenue à la jungle de l'ADQ, le chaos, la confusion», a tonné Jean Charest. Comme un écho, une dame a aussitôt lancé dans le même élan: «Un gros zéro».

Selon M. Charest, la population a le choix entre les «chicanes» d'un gouvernement du Parti québécois qui promet un référendum «le plus vite possible» et la «chaise vide» de l'ADQ. «Entre les chicanes d'André Boisclair et la chaise vide de Mario Dumont, il y a tout le Québec et tous les intérêts supérieurs du Québec et le Parti libéral pour se battre pour notre avenir. C'est ce chapitre que

nous allons écrire demain qui porte notre signature», a-t-il lancé en se référant au règlement du déséquilibre fiscal.

La circonscription de Vachon, en Montérégie, est dans la mire du PLQ. En 2003, le PQ l'a gagnée par 236 voix.

Plus tôt en matinée, Jean Charest a participé à la messe que célébrait le cardinal Jean-Claude Turcotte à la basilique Saint-Patrick pour souligner la fête des Irlandais. M. Charest, dont la mère était d'origine irlandaise, a expliqué qu'il était croyant. «Je suis catholique. Je suis croyant, mais je vous avoue d'emblée que je ne suis pas très pratiquant; je ressemble aux gens de ma génération. [...] Les valeurs sont très importantes, y compris les valeurs laïques», a dit M. Charest.

Le Devoir

26 MARS 2007  
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

VOTE PAR ANTICIPATION  
18 ET 19 MARS - 9 h 30 à 20 h

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)  
www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



# QUÉBEC 2007

## L'ADQ critique le « glissement vers la gau-gauche » d'André Boisclair

«Le Parti québécois qui vire à gauche, c'est la dette qui grimpe»

LIA LÉVESQUE

Gatineau — Le chef adéquate Mario Dumont accuse son adversaire péquiste André Boisclair d'avoir viré à gauche, ces derniers jours, au point de devenir un adepte de la «gau-gauche».

Et, curieusement, c'est en Outaouais que M. Dumont a lancé sa plus récente attaque contre M. Boisclair, hier, une région où le PQ ne représente guère une menace dans ce bastion libéral.

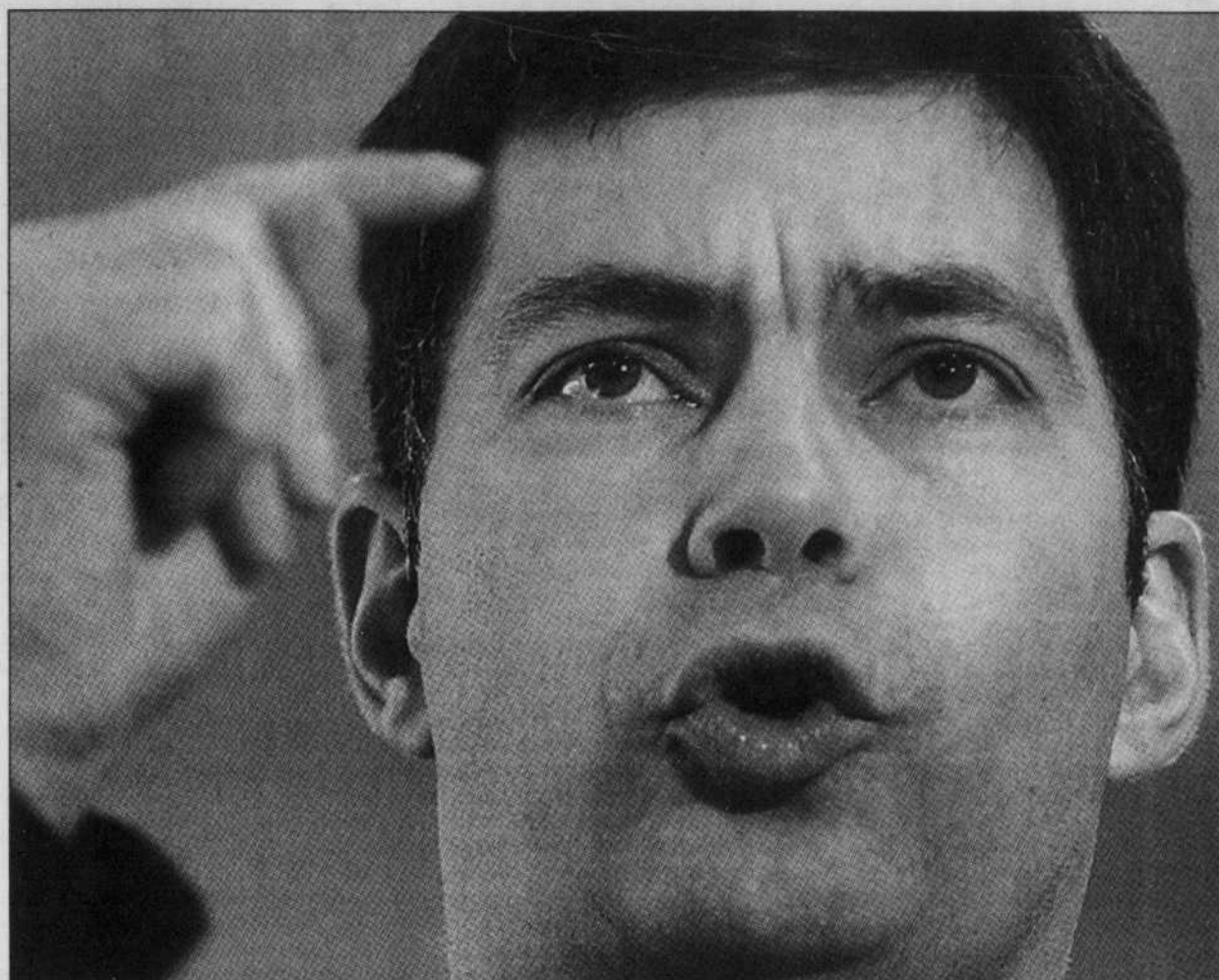
Dans un discours devant des militants, à Gatineau, hier après-midi, le chef adéquate a dénoncé ce qu'il a appelé «le glissement vers la gau-gauche» d'André Boisclair, ajoutant que ce virage ramenait le PQ «dans ses vieilles ornières des années 1970».

Comme le chef libéral Jean Charest le faisait, en début de campagne, M. Dumont a à son tour associé le Parti québécois au risque pour les Québécois. «Le Parti québécois qui vire à gauche, c'est la dette qui grimpe», s'est-il exclamé.

Il a ensuite multiplié les exemples de ce qu'il décrit comme une menace péquiste: le risque qu'il y ait moins de pouvoir pour les régions, le risque d'un «modèle bureaucratique» marqué par plus de lourdeur administrative, le risque de devoir remplir plus de pape-rasse pour les petites et moyennes entreprises. «Ca veut dire encore plus de restrictions», ce virage à gauche du PQ, a martelé M. Dumont.

Son candidat dans Chapleau, dans l'Outaouais, Jocelyn Dumais, un homme d'affaires du secteur de la construction, a justement œuvré au sein de l'ADAT, l'Association pour le droit au travail, un groupe qui milite pour qu'il y ait moins de restrictions et plus de mobilité interprovinciale pour les ouvriers de la construction.

M. Dumont a laissé entendre que le chef péquiste aurait les mains liées au lobby syndical s'il prenait le pouvoir, faisant notamment référence au SPQ-Libre, le club politique militant au sein



CHRIS WATTIE REUTERS

De passage en Outaouais, Mario Dumont a laissé entendre que le chef péquiste aurait les mains liées au lobby syndical s'il prenait le pouvoir, faisant notamment référence au SPQ-Libre, le club politique militant au sein du PQ. «Il n'y a pas d'André Boisclair libre.»

du PQ. «Il n'y a pas d'André Boisclair libre.»

À l'extérieur du club de golf où il prenait la parole, M. Dumont a été accueilli par une dizaine de manifestants du groupe de défense des mal-logés Logemen'occupe. Il leur a brièvement

adressé la parole, le temps de les rassurer sur le fait qu'il n'avait pas l'intention de faire des compressions dans le logement social, s'il était porté au pouvoir.

M. François Roy, porte-parole du groupe, n'a été qu'à demi rassuré, crai-

gnant tout de même les compressions que l'ADQ pourrait faire au régime d'aide sociale.

En fin d'après-midi, M. Dumont fera campagne dans le Témiscamingue.

Presse canadienne



Chantal Hébert

## Le modèle ontarien

Contrairement au Québec, les luttes à trois sont la règle en Ontario. Depuis 1943, trois partis se partagent les banquettes à géométrie variable de la législature ontarienne. Ils ont tous de l'expérience récente au gouvernement.

Entre 1985 et 1995, le Parti libéral, le NPD et le Parti progressiste-conservateur se sont succédé au pouvoir à Queen's Park. Pendant la décennie qui a précédé, l'Ontario a passé davantage d'années, six en tout, sous des régimes minoritaires que sous des régimes majoritaires.

◆ ◆ ◆

En 1975, au terme d'un premier mandat médiocre, le conservateur Bill Davis se fait taper sérieusement sur les doigts par les électeurs. Son gouvernement perd sa majorité. Il fait face à Queen's Park à deux partis d'opposition à peu près égaux en nombre. Deux ans plus tard, l'électorat ontarien confirme son verdict et lui refuse à nouveau la majorité qu'il convoite.

En tout, M. Davis a gouverné pendant six ans sur la foi d'alliances ponctuelles avec l'opposition. La plupart du temps, c'est avec le NPD, la formation la plus éloignée idéologiquement de son parti, qu'il va s'entendre. En cours de route, le premier ministre Davis va se servir de son statut précaire pour réprimer son aile droite. À l'inverse, Stephen Lewis qui est alors leader du NPD ontarien va amener son parti à nuancer ses positions les plus gauchisantes. Au scrutin de 1981, Bill Davis récupère finalement sa majorité. Son quatrième mandat sera également son dernier.

À la différence de Stephen Harper aux Communes, le premier ministre Davis a toujours été à la tête d'une formation qui dominait nettement celles de ses adversaires. Tout au long de son règne, les deux partis d'opposition à Queen's Park se sont battus pour la deuxième place. Tout cela va changer tout de suite après son départ de la politique.

Aux élections de 1985, les électeurs ontariens inaugurent ce qui passera finalement à l'histoire comme une décennie de grande volatilité politique. Ils décernent 52 sièges aux conservateurs sortants contre 48 aux libéraux. Le NPD, dorénavant dirigé par Bob Rae, hérite de la balance du pouvoir et du choix implicite de la formation qui dirigera l'Ontario.

Quelques semaines après le scrutin, M. Rae conclut un pacte avec le libéral David Peterson. Les conservateurs sont évincés du pouvoir. Pendant deux ans, les libéraux — pourtant moins nombreux que leurs adversaires conservateurs le soir du scrutin — vont gouverner l'Ontario sur la foi d'un programme élaboré avec le NPD. En 1987, les électeurs tranchent en faveur de David Peterson et lui confient le premier gouvernement majoritaire libéral en un demi-siècle. Mais, trois ans plus tard, Bob Rae, son ex-partenaire néo-démocrate, le déloge du pouvoir et devient le premier chef de sa formation à diriger l'Ontario.

◆ ◆ ◆

À Queen's Park, il y a des différences inconciliables entre le NPD, le Parti libéral et le Parti progressiste-conservateur comme il y en a entre le Parti québécois, le PLQ et l'ADQ à l'Assemblée nationale. Cela n'a pas empêché les uns et les autres de cohabiter pendant plusieurs années et même de rehausser leur crédibilité auprès de l'électorat en cours de route.

Quoi qu'il en dise, André Boisclair, dans un gouvernement minoritaire, aurait une raison toute trouvée de tempérer les ardeurs référendaires de son aile pure et dure. Dans la même situation, Mario Dumont serait appelé à mettre de l'eau dans le vin de certaines des positions ultraconservatrices de sa formation qui ne font pas consensus. S'il avait été minoritaire, Jean Charest aurait évité de s'embarquer dans des dossiers comme celui d'Orford ou du financement des écoles juives, faute de quoi il serait déjà à la retraite forcée.

En Ontario, l'existence d'un régime minoritaire n'a pour autant jamais rimé avec un gouvernement ou un premier ministre diminué. Les années de pouvoir minoritaires ont été marquées par un grand activisme gouvernemental. Leur statut précaire n'a empêché ni Bill Davis, à l'époque des grandes manœuvres qui ont mené au rapatriement de la Constitution, ni David Peterson, aux négociations de Meech, de jouer des rôles de premier plan sur la scène fédérale-provinciale.

Ces deux premiers ministres sont sortis grands de leur expérience. Ils ont finalement été récompensés par des majorités. Mais en rétrospective, leurs bilans respectifs à la tête de gouvernements minoritaires — en particulier dans le cas de David Peterson — ont été jugés plus impressionnants que leur feuille de route majoritaire.

C'est tout le contraire qui s'est produit dans le cas de Bob Rae. Porté au pouvoir par une vague de mécontentement à l'égard du gouvernement sortant aux élections de 1990, il a été expulsé sans ménagement cinq ans plus tard.

Installé à la tête d'un gouvernement néo-démocrate majoritaire avec une équipe qui ne s'attendait pas à se retrouver au pouvoir et qui n'était pas préparée en conséquence, M. Rae a présidé à un des régimes les plus mouvementés de l'histoire moderne de l'Ontario. Le NPD a mis des années à se remettre de l'épisode.

Comme les mauvais souvenirs ont la vie dure, ils sont revenus hanter M. Rae au cours de sa course au leadership libéral fédéral de l'automne dernier et lui ont vraisemblablement coûté la victoire. Ces jours-ci, dans les chaumières de l'Ontario, plusieurs voient un parallèle entre la montée de l'ADQ et celle de Bob Rae. En 1990, les ontariens ont appris à leurs dépens les risques d'être un gouvernement imprévu sur un coup de tête.

En Ontario, l'expérience a démontré que mieux valait un gouvernement minoritaire de plus ou moins courte durée qu'un gouvernement majoritaire mal préparé, qui a le loisir de faire des dégâts pendant quatre ou cinq ans.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

### Famille et petite enfance

## L'Association québécoise des CPE critique rudement l'ADQ

Les propositions de l'Action démocratique sont qualifiées de «racoieuses mais irresponsables»

ALEXANDRE SHIELDS

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE) dresse un bilan positif des engagements électoraux du Parti québécois et du Parti libéral, jugeant notamment que les listes d'attente dans les CPE appartiennent au passé s'ils se réalisent. Les propositions de l'Action démocratique à l'égard des familles et de la petite enfance sont toutefois vertement dénoncées et qualifiées de «racoieuses mais irresponsables».

L'AQCPPE juge que les engagements des libéraux et des péquistes à ajouter 200 millions dans le réseau des services de garde éducatifs afin de créer 20 000 nouvelles places — le PQ précise que les places seront développées en CPE — représentent «une très bonne nouvelle pour les parents». «Les familles n'auraient plus à s'inquiéter: tous les enfants pourraient avoir accès à une place, comme c'est le cas dans les écoles, a soutenu Johanne Roy, présidente de l'Association. À cet égard, les plates-formes du PQ et du PLQ répondent à un besoin réel et urgent de milliers de parents et d'enfants.»

Les engagements financiers du PQ et du PLQ «permettraient également de consolider le réseau des Centres de la petite enfance en lui offrant les moyens de mieux répondre aux besoins des familles», a indiqué Mme Roy. Les sommes promises serviraient par exemple à offrir un meilleur accueil aux enfants de milieux défavorisés, à mieux soutenir les apprentissages des jeunes enfants et à développer davantage de prévention et de dépistage précoce.

Ces promesses devront néanmoins se «traduire par de l'argent réel dès [le] premier budget» du futur gouvernement, a-t-elle ajouté. Et tandis que les péquistes se sont déjà engagés à geler les tarifs des garderies à 7 \$, l'AQCPPE presse les libéraux à préciser leur position, qualifiée de «vague». Le Parti Québec solidaire propose lui aussi d'investir

des sommes pour la création de nouvelles places.

### Dumont critiqué

L'Action démocratique de Mario Dumont est pour sa part vertement sermonnée. La proposition adéquate de verser 5200 \$ pour chaque enfant de moins de cinq ans qui ne fréquente pas un service de garde à 7 \$ par jour, «bien qu'alléchante, ne correspond pas aux besoins des familles. Elle comporte des dangers importants et manque totalement de rigueur», selon l'AQCPPE. «L'idée de M. Dumont est irresponsable. Ce dernier mesure mal les impacts de ce qu'il avance, et c'est extrêmement inquiétant», a soutenu le directeur général de l'Association, Jean Robitaille.

Une telle idée ouvrirait carrément la porte «au retour de la garde au noir». «La réalité, c'est que les parents travaillent et ont besoin de places en services de garde éducatifs pour leurs enfants. En versant directement un chèque aux parents plutôt que de développer des places, l'ADQ les contraint à recourir à des services non réglementés, de piètre qualité et à tarif élevé», a affirmé M. Robitaille. C'est une menace claire à la qualité du soutien que l'on souhaite offrir aux jeunes enfants.»

De plus, l'Association québécoise des centres de la petite enfance qualifie la proposition adéquate d'«extrêmement inéquitable» puisqu'elle est non imposable et serait versée sans distinction aux familles, qu'elles aient un revenu de 20 000 \$ ou de 150 000 \$.

Et si le chef de l'ADQ a déclaré à plusieurs reprises que la moitié des familles ayant de jeunes enfants étaient laissées pour compte par le régime actuel, l'AQCPPE réplique qu'en 2006, sur les 380 000 enfants de 0 à 5 ans au Québec, 311 000 (soit 82 %) étaient pris en charge au moyen de services et de mesures de soutien aux familles: services de garde à 7 \$, congé parental ou prématernelle 4 ans.

«Les plates-formes du PQ et du PLQ répondent à un besoin réel et urgent de milliers de parents et d'enfants»

Le Devoir

## Dumont prévoit 20 millions pour la culture

JOCELYNE RICHER

Québec — Le cadre financier de l'Action démocratique (ADQ), qui sera dévoilé demain, indiquera qu'un gouvernement de Mario Dumont allouera quelque 20 millions de plus par année à la culture, selon ce qu'a appris la Presse canadienne.

Cette somme constitue le double du montant consacré à la culture par le Parti québécois dans ses engagements. Pour ce qui est du Parti libéral, plusieurs de ses engagements culturels ne sont pas chiffrés, sauf la mise en réseau des bibliothèques, au coût de 5 millions.

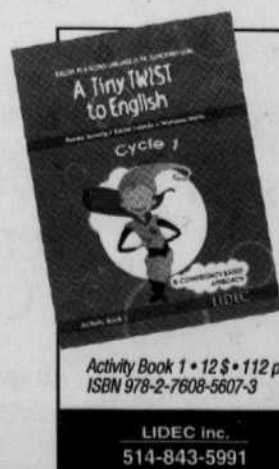
Jusqu'à maintenant, la culture ne figurait pas exactement parmi les priorités de l'Action démocratique, un secteur habituellement absent du discours du chef, et qui tient en un paragraphe dans la série d'engagements inscrits dans la plate-forme électorale du parti, qui compte une trentaine de pages.

Mais Mario Dumont, qui n'a jamais été aussi près du pouvoir, tire dans toutes les directions à l'approche du scrutin du 26 mars, et courtise désormais toutes les clientèles, y compris les artistes. Lors d'une longue entrevue d'une heure à la Presse canadienne, depuis son autocar, au cours du week-end, Mario Dumont a dit que, contrairement à ce que l'on peut croire, il était sensible aux arts et que sa priorité en ce domaine, s'il est porté au pouvoir, irait au soutien direct aux créateurs. «On veut investir davantage en culture, avec vraiment un souci pour les créateurs», dit-il, en augmentant l'enveloppe globale réservée au ministère de la Culture, en privilégiant le Conseil des arts et lettres.

Le ministère de la Culture sera une des seules missions de l'État à voir son budget annuel augmenté, apprendra-t-on dans ce cadre financier, un document très attendu par les camps adverses — péquiste et libéral — qui reprochent à M. Dumont, depuis le début de la campagne, de cacher ses chiffres à la population. La plupart des autres ministères subiront des compressions, sous forme de «cibles d'économie» chiffrées à atteindre, qui varieront d'un ministère à l'autre.

Pour démontrer que les arts font partie de sa vie, M. Dumont raconte que sa femme, Marie-Claude Barrette, dirige l'école de musique de Rivière-du-Loup et que ses enfants pratiquent un instrument. «Angéla fait du violon, Charles fait de la guitare et Marie-Claude chante. On baigne dans la culture», dit-il.

Presse canadienne



Pamela GUNNING  
Rachel LALONDE  
Wynanne WATTS

A TINY TWIST  
TO ENGLISH  
ANGLAIS LANGUE SECONDE  
1<sup>er</sup> cycle du primaire

We're with you every step of the way.

LIDE Inc.  
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

François Gendron  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal  
514.845.5545

LA FORCE DU DROIT

## QUÉBEC 2007

## Les retraités de l'État demandent l'équité

Ils exigent «la correction immédiate de l'iniquité actuelle» des régimes de retraite

ALEXANDRE SHIELDS

À une semaine du scrutin provincial, l'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRP) a pressé hier les partis politiques provinciaux de promettre «la correction immédiate de l'iniquité actuelle» des régimes de retraite, une mesure réclamée par les principales associations de retraités de l'État. Celle-ci se chiffrait à un peu plus de deux milliards de dollars, selon les données rendues publiques par l'AQRP.

«Le règlement de l'équité salariale, qui prévoit le versement de près de deux milliards de dollars à 360 000 personnes qui y ont légitimement droit, est une réalisation majeure de ce gouvernement. Nous estimons que l'équité devrait également s'appliquer aux retraités, a soutenu hier Roger Bellavance, président de l'AQRP. Lorsqu'ils prendront connaissance de ces nouvelles données, les principaux partis politiques du Québec ne pourront plus justifier leur silence à propos de l'injustice que nos retraités vivent depuis 25 ans cette année.»

L'AQRP a en effet commandé une estimation du coût de la modification réclamée par les retraités de l'État. Selon les résultats obtenus, le coût de la modification assumé par le gouvernement s'évaluerait à 2,2 milliards. L'Association a estimé en outre qu'une hausse «mineure» de cotisation de 0,4 % à 0,9 % des employés de l'État au régime de retraite serait souhaitable.

En raison des dispositions actuelles des régimes de retraite, les retraités des secteurs

public et parapublic personnes ayant accompli des années de service entre 1982 et 1999 seraient «victimes d'une indexation de leur rente inférieure à celle des personnes ayant accompli des années de service depuis 2000». Au début du mois, les principales associations de retraités de l'État, regroupant près de 100 000 membres, ont donc demandé que les personnes ayant accompli des années de service entre 1982 et 1999 obtiennent, pour ces années de service, «le même niveau d'indexation que pour les années de services accomplies depuis 2000».

L'AQRP fait valoir qu'en principe, tous les employés de l'État sont soumis aux mêmes échelles de traitement et aux mêmes taux de cotisation à leurs régimes de retraite. «Ils devraient donc pouvoir bénéficier du même niveau d'indexation, peu importe le moment de leur retraite, afin que cesse leur appauvrissement», a ajouté M. Bellavance.

«Tous les partis politiques québécois ont appuyé le règlement de l'équité salariale sur la base de leurs valeurs et de leurs principes. L'équité pour les retraités de l'État pourrait aussi être réalisée, à un coût raisonnable, avec l'accord des travailleurs et de façon bien étalée dans le temps, a souligné le président de l'AQRP. Ce pourrait enfin être un moyen d'améliorer la situation des trop nombreuses femmes retraitées de l'État qui vivent avec peu de moyens, qui ne sont pas visées par le règlement de l'équité salariale ou qui attendent toujours l'ensemble des ajustements reliés à ce règlement.»

Le Devoir

## Début du vote par anticipation



POUR CEUX ET CELLES qui ne pourront exercer leur droit de vote le 26 mars et qui souhaiteraient voter par anticipation, sachez qu'environ 1600 bureaux de vote étaient ouverts hier et le seront encore aujourd'hui, dans les 125 circonscriptions du Québec. De plus, vous pouvez profiter des nouvelles «heures allongées», soit de 9h30 à 20h. La Loi électorale prévoit que chaque électeur qui voudra voter par anticipation devra établir son identité après avoir déclaré ses nom et adresse au scrutateur. Pour ce faire, il faut présenter l'un ou l'autre des documents suivants: sa carte d'assurance maladie, son permis de conduire, son passeport canadien, son certificat de statut d'indien ou sa carte d'identité des Forces canadiennes. Pour obtenir l'adresse du bureau de vote par anticipation qui leur est attribué, les électeurs peuvent consulter l'avis d'inscription qui leur a été transmis dernièrement par courrier. Ils peuvent également consulter la section spéciale consacrée aux élections générales sur le site Internet du Directeur général des élections à l'adresse [www.electionsquebec.qc.ca](http://www.electionsquebec.qc.ca)

Gangs de rue

## Les libéraux favorisent la prévention

CHARLES DUBÉ

Le nouveau plan d'action du Parti libéral en matière de sécurité publique sera principalement axé sur la prévention dans les milieux où régnent les gangs de rue, a annoncé hier à Montréal, Jacques Dupuis, le candidat libéral dans Saint-Laurent et ministre de la Sécurité publique.

Doté d'un budget de 34 millions déjà annoncé dans le budget libéral du 20 février, le programme libéral touchera quatre principaux volets: les gangs de rue, les armes à feu, la cybercriminalité et les braquages de domicile.

Près de 60 % du montant sera investi dans la prévention chez les jeunes dans le but de contrôler le phénomène des gangs de rue, notamment 20 millions destinés à des initiatives locales, menés par des travailleurs de rue et les travailleurs dans les maisons de jeunes.

«Comment fait-on en sorte pour empêcher que les jeunes soient attirés dans ces gangs de rue, a affirmé M. Dupuis. Ce sont les travailleurs de rue, c'est un certain nombre d'initiatives locales qui font en sorte qu'on peut aller récupérer ces gens-là et les amener plutôt à avoir une vie positive.» Il a ajouté vouloir investir dans la formation pour que les parents et les enseignants puissent reconnaître les signes précurseurs.

Le ministre Dupuis a cité en exemple du succès de la prévention certains de ses invités dont le champion boxeur Joachim Alcine, «qui était membre d'un gang de rue et qui s'en est sorti» et l'ancien champion boxeur Otis Grant, «qui a été un modèle pour un certain nombre de ces gens-là [jeunes membres de gang de rues]».

M. Dupuis a tenu à préciser que ses invités, qui comptaient également des travailleurs de rue n'appuyaient pas nécessairement le Parti libéral.

«Ces personnes ne sont pas ici pour appuyer le Parti libéral du Québec, a-t-il dit. Ces personnes sont ici parce qu'elles connaissent bien le problème des gangs de rue, parce qu'il y a dans ces personnes un certain nombre de succès et des gens qui travaillent activement dans ces dossiers là.»

Il a ajouté vouloir investir dans la formation pour que les parents et les enseignants puissent reconnaître les signes précurseurs de jeunes en difficulté.

M. Dupuis a déclaré qu'au chapitre des armes à feu, le Parti libéral entendait agir pour contrôler la circulation d'armes illégales en créant des escouades policières mixtes. Il a également annoncé les intentions de son parti de légiférer sur l'entreposage, le transport et la circulation des armes à circulation restreinte.

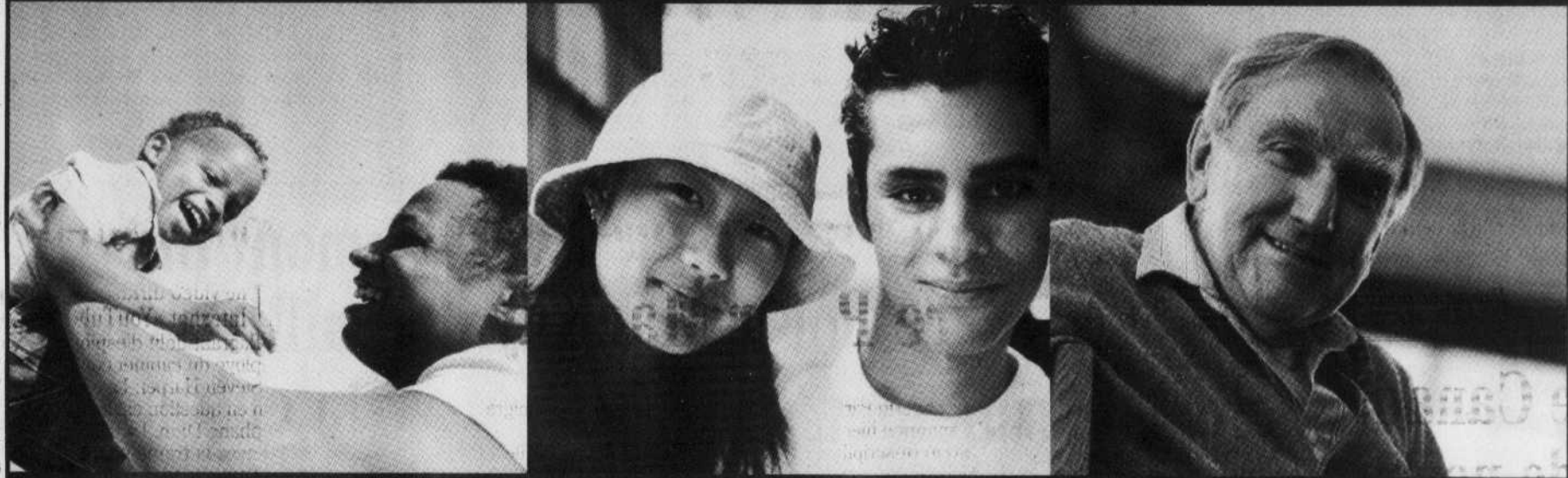
Le ministre Dupuis a aussi promis de l'argent pour s'attaquer à la cybercriminalité. «On sait très bien qu'il y a des crimes qui sont commis, que ce soit la circulation d'armes à feu, que ce soit, et surtout, l'exploitation sexuelle d'enfants par le biais de l'Internet. Dorénavant il y aura une patrouille du Web», a annoncé le ministre Dupuis.

Presse canadienne

EN BREF

### Jean Charest est vu comme le leader qui inspire le plus confiance

Le chef libéral Jean Charest est vu par les électeurs québécois comme le leader qui inspire le plus confiance et le plus apte à défendre les intérêts des Québécois à Ottawa. C'est du moins ce qu'indique un sondage SES Research, dont les résultats ont été obtenus par La Presse. Ainsi, 41 % des Québécois pensent que Jean Charest est le meilleur des trois principaux chefs pour garantir que le Québec recevra sa juste part du Canada. Le chef péquiste André Boisclair obtient un score de 28 % et le chef adéquist Mario Dumont, seulement 13 %. Pour ce qui est de la confiance envers les chefs, Jean Charest recueille 29 % d'appui, suivi de Mario Dumont, à 25 %, et d'André Boisclair, à 20 %. M. Charest est perçu comme le chef le plus compétent par 38 % des électeurs, contre 21 % pour M. Dumont et 18 % pour M. Boisclair. Enfin, l'équipe libérale est vue comme la plus solide par 49 % des Québécois, contre 23 % pour le PQ et 7 % seulement pour l'ADQ. - PC



## UN ACCÈS FACILE À TOUS LES PROGRAMMES ET SERVICES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Service Canada, un accès facile à toute l'information relative aux programmes et services offerts par le gouvernement fédéral, comme la Sécurité de la vieillesse, l'obtention d'un numéro d'assurance sociale, notre banque d'emplois, l'assurance-emploi et bien plus.



COMPOSEZ: 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS: 1 800 926-9105

CLIQUEZ: [servicecanada.ca](http://servicecanada.ca)

OU VISITEZ un centre Service Canada

Consultez notre site Internet ou composez le 1 800 O-Canada pour obtenir la liste des centres de service près de chez vous.

Service  
Canada

Au service des gens

# ACTUALITÉS

Programme de prestations pour enfants

## Ottawa veut faire plus contre la fraude

«Le contrôle de la mise en œuvre du programme doit être amélioré»

Ottawa — Le gouvernement fédéral va accentuer ses efforts pour détecter les fraudes qui auraient pu être commises dans le cadre de ses programmes de prestations pour enfants, qui totalisent neuf milliards.

Cette décision fait suite à un rapport qui établit que l'Agence du revenu du Canada fait preuve de négligence dans la lutte contre la fraude. Selon ce rapport, l'agence doit faire davantage pour s'assurer que les chèques mensuels expédiés aux familles nécessaires ne soient pas envoyés au nom d'enfants «potentiellement inexistants».

«Le contrôle de la mise en œuvre du programme doit être amélioré, pour pouvoir gérer adéquatement le risque de paiements erronés», mentionne le rapport de vérification, qui a été achevé en novembre de l'an dernier.

L'agence a donc l'intention de commencer à vérifier les dossiers de naissance, de se servir d'ordinateurs pour analyser les activités suspectes et d'utiliser les données du recensement de 2006, récemment rendues disponibles, pour mettre à jour les réclamations factices.

Les vérificateurs ont examiné la Prestation fiscale pour enfant et les crédits pour la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH), qui ne sont accessibles qu'aux familles et résidents à revenus bas ou modestes.

L'an dernier, le programme de prestation pour enfants a versé 9,3 milliards pour 5,3 millions d'enfants de moins de 18 ans, en vertu d'une formule complexe qui tient compte du revenu familial. Le crédit pour la TPS-TVH attei-

gnait 3,3 milliards l'an dernier, et a été accordé à 9,5 millions de contribuables à faibles revenus sous forme de paiements mensuels. Les prestations de ces deux programmes ne sont pas imposables.

En juillet dernier, le gouvernement conservateur a ajouté la Prestation universelle pour enfants au panier des programmes à l'intention des familles, mais ces paiements — qui sont imposables — n'ont pas été examinés par les vérificateurs.

Les enquêteurs ont constaté que l'Agence du revenu était extrêmement efficace dans l'envoi des chèques, mais qu'elle ne s'assurait pas suffisamment que cet argent va au bon endroit.

Selon le rapport, il est crucial que l'agence vérifie toutes les réclamations avant de poster un chèque, parce qu'aucun des deux programmes n'est autorisé à exiger des intérêts ou des pénalités en cas de versements excédentaires, et qu'il est souvent impossible de récupérer les trop-perçus chez les Canadiens à revenus modestes.

Toujours d'après ce rapport, le programme de crédits pour la TPS-TVH connaît également certains problèmes: 250 000 personnes auraient reçu un paiement en trop atteignant 220 \$ en moyenne.

Une porte-parole de l'Agence du revenu du Canada a indiqué que des mesures ont déjà été prises pour faire appel à un plus grand nombre de spécialistes en dépistage de la fraude, et pour relier différents systèmes informatiques afin de détecter plus rapidement les problèmes.

Presse canadienne

## Chasse: le Canada se dotera de normes «historiques»

MIKE OLIVEIRA

Toronto — Dans la foulée d'un plan européen visant à déterminer si la chasse aux phoques est pratiquée sans cruauté, le Canada prépare sa réponse aux pressions internationales dans un autre dossier relatif aux droits des animaux, sous la forme d'un plan qu'un groupe parrainé par le gouvernement qualifie de «modèle pour le monde».

Même des militants pour les droits des animaux appuient cet accord sur des normes internationales pour le piégeage sans cruauté, que des législateurs provinciaux espèrent faire adopter dans tout le pays dès cette année.

Ces normes, qualifiées d'«historiques» et «uniques» par Rob Cahill, le directeur exécutif de l'Institut de la fourrure du Canada, ont été élaborées en réaction aux protestations qui ont débuté dans les années 1980 à propos de la chasse et de la trappe d'animaux sauvages au Canada et dans d'autres pays.

«Il n'existe aucun autre traité international, où que ce soit, qui réglemente la pratique de la chasse sans cruauté», a déclaré M. Cahill, dont l'organisation sans but lucratif a été mise sur pied par le gouvernement fédéral en 1983, pour effectuer des recherches et faire des recommandations au sujet de l'industrie de la fourrure.

Il y a presque 20 ans, des pays

européens avaient appuyé une déclaration bannissant le recours aux pièges à mâchoires, et prévenant les autres pays qu'ils interdisent l'importation de fourrure de tout pays qui utiliserait cette méthode.

Soucieux de pouvoir exporter ses fourrures en Europe, le Canada a alors commencé à négocier des règlements couvrant plusieurs types de piégeage et toute une série d'animaux sauvages.

En 1997, le Canada, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne ont convenu de développer les nouvelles normes et deux ans plus tard, le Canada et l'UE ont décidé de fixer à huit ans le délai pour leur entrée en vigueur.

Selon M. Cahill, les pays européens qui ont blâmé le Canada auparavant ont eux-mêmes du mal à respecter les délais d'application des nouvelles normes. L'Europe ne compte pas pouvoir les mettre en œuvre avant 2012, a-t-il souligné.

À son avis, le Canada a fait beaucoup plus que n'importe quel autre pays dans ce dossier, tandis que l'Europe n'a à peu près rien fait.

Des groupes de défense des droits des animaux considèrent l'entente comme insuffisante, mais l'Association canadienne du piégeage sans cruauté l'appuie, a indiqué son porte-parole Jim Bandow.

Presse canadienne

## OGM: l'industrie surestimerait les coûts de l'étiquetage obligatoire

Selon une étude critique, la pratique coûterait sept fois moins cher par an que ce que l'industrie prétend

ALEXANDRE SHIELDS

Les coûts liés à l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM) au Québec seraient largement inférieurs à ce qu'a toujours avancé l'industrie agro-alimentaire, selon une «évaluation critique» d'une étude commandée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et rendue publique hier par une coalition d'organismes regroupant agriculteurs, consommateurs et écologistes.

Selon ladite étude, réalisée par Martin Cloutier, du département de management et technologie de l'Université du Québec à Montréal, les coûts d'implantation d'une telle mesure se chiffreraient à 161,75 millions. Les coûts récurrents liés à son application seraient de 28,371 millions, indique le document intitulé *Étude économique sur les coûts relatifs à l'étiquetage obligatoire des filières génétiquement modifiées (GM) versus non-gm au niveau québécois*.

Or une autre étude, réalisée en 2000 par l'entreprise de consultation KPMG, concluait pour sa part que «le coût total pour le consommateur serait de 700 à 950 millions de dollars par an» pour l'ensemble du Canada. Une conclusion corroborée par l'industrie agro-alimentaire. Et cette somme pourrait aisément être revue à la hausse, selon KPMG. Dans ce contexte, le Québec devrait assumer une facture de «environ 150 à 200 millions de dollars par année», estime Eric Darier, de Greenpeace.

Le rapport présenté au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec en octobre 2006 confirme donc, selon lui, que «l'industrie de l'agro-alimentaire a grossièrement exagéré les coûts annuels de l'étiquetage obligatoire des OGM, et ceci, sans aucun doute, afin de faire peur aux législateurs pour les empêcher d'aller de l'avant avec l'étiquetage obligatoire des OGM». «En fait, l'étiquetage obligatoire des OGM coûterait sept fois moins cher par an que ce que l'industrie a toujours prétendu», a ajouté M. Darier. On considère également que l'étude du ministère sous-estime les capacités d'innovation et d'adaptation des entreprises.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pour la mise en place de l'étiquetage des OGM, le Québec devrait assumer une facture d'«environ 150 à 200 millions de dollars par année», estime Eric Darier, de Greenpeace.

Ainsi, «ce rapport devrait lever le dernier obstacle au dépôt rapide d'un projet d'étiquetage obligatoire des OGM par le prochain gouvernement du Québec», a dit le représentant de Greenpeace, ajoutant que les deux tiers de la population québécoise y sont favorables. Il a rappelé que le Parti libéral s'était engagé, avant l'élection de 2003, à «développer une politique rendant obligatoire l'étiquetage de tous les aliments contenant des OGM, qu'il s'agisse d'aliments non transformés, d'aliments transformés ou d'intrants utilisés dans la transformation».

L'étude, présentée hier par des représentants de Greenpeace, de l'Union des consommateurs, d'Option consommateurs et de l'Union paysanne, n'a pas été commandée pour conclure si le gouvernement québécois devait aller de l'avant ou non. Mais parmi les constats qu'il dresse, le rapport indique notamment que «les consommateurs pourraient devoir subir des hausses de prix à la consommation» en raison de la mise en place de l'étiquetage obligatoire. L'étude réalisée en 2000 par KPMG soulignait qu'une réglementation à l'europpéenne ferait augmenter de 10 % les prix au détail.

«Même dans le cas où il y aurait des coûts supplémentaires pour l'étiquetage obligatoire des OGM, il serait pertinent de se demander qui de-

vrait payer, a jugé Nalini Vaddapalli, d'Option consommateurs. «Serait-ce aux consommateurs qui ne veulent pas manger d'OGM de payer?» La coalition estime que les géants de la distribution alimentaire au Québec — Loblaw's, Métro et IGA — auraient les moyens de payer la somme, eux dont les revenus ont atteint 1,2 milliard de dollars pour l'exercice 2005-2006.

Le document remis au MAPAQ soutient en outre qu'un mode d'étiquetage semblable à ce qu'il se fait en Europe, où les produits qui contiennent des OGM doivent être systématiquement étiquetés, serait «peu pratique» et «difficile à mettre en œuvre», «étant donné les structures de production et de transformation agro-alimentaire, qui définissent les constances actuelles de la situation géoéconomique du Québec au Canada et des États-Unis». L'auteur du rapport souligne aussi qu'une telle mesure devrait être accompagnée d'un «ensemble de processus permettant d'assurer la traçabilité des produits».

On note également des «divergences importantes» de coûts d'un maillon de la filière agro-alimentaire à l'autre. Pour le secteur de la production, on évoque des coûts récurrents de 3,2 millions, alors que les coûts d'implantation de l'étiquetage sont difficiles à préciser. Pour la transformation, les coûts d'investissements en infrastructure pourraient atteindre 35 millions et les coûts récurrents seraient de l'ordre de 20,8 millions. Pour ce qui est du maillon distribution-commerce de détail, les coûts d'investissement atteindraient environ 123 millions et les coûts récurrents, 2,5 millions. La part initiale du gouvernement québécois serait de 3,7 millions, pour s'établir à 1,7 million annuellement par la suite.

Il n'a pas été possible de parler à un responsable du MAPAQ hier pour obtenir des commentaires. Aucun engagement officiel sur l'étiquetage n'a été pris par les libéraux pour cette élection. Le Parti québécois a dit y être favorable. L'Action démocratique n'a pas répondu. Le Parti vert et Québec solidaire s'y sont engagés. Une quarantaine de pays ont déjà mis en place un système d'étiquetage obligatoire.

Le Devoir

Parti vert

## Elizabeth May se présentera contre Peter MacKay

Antigonish, N.-É. — La nouvelle chef du Parti vert du Canada, Elizabeth May, a annoncé hier qu'elle entendait être candidate dans la circonscription représentée actuellement par le ministre conservateur Peter MacKay aux prochaines élections générales fédérales.

Mme May a fait savoir hier qu'elle solliciterait l'investiture de son parti dans Central Nova, en Nouvelle-Écosse, une circonscription que le ministre des Affaires étrangères, un poids lourd du cabinet de Stephen Harper, représente depuis une décennie.

Par respect pour les militants, il y aura un vote de mise en candidature à l'occasion d'une réunion dans la circonscription le 10 avril prochain, a-t-elle aussi indiqué.

Mme May a reconnu qu'elle n'avait pas choisi la circonscription la plus facile pour se faire élire à Ottawa. M. MacKay l'a conservée par une majorité de 3300 voix au dernier scrutin fédéral, et son père, Elmer MacKay, l'a représentée du début des années 1970 au début des années 1990.

Mais elle a expliqué avoir choisi cette circonscription, de préférence à une circonscription de la Colombie-Britannique ou de l'Ontario, où elle aurait pu avoir la tâche plus facile, parce qu'elle est originaire de la région. «Je veux me présenter là où je suis à l'aise. Je veux représenter une région qui me tient à cœur».

Mme May, qui est née au Connecticut, a vécu au

Cap-Breton après avoir immigré au Canada, à l'adolescence, avec sa famille.

En novembre dernier, elle a terminé deuxième lors d'une élection complémentaire dans la circonscription ontarienne de London-North-Centre, avec 26 % des voix.

Le Parti vert du Canada n'a jamais été représenté à la Chambre des communes, mais un récent sondage le place à égalité avec ou légèrement derrière le Nouveau Parti démocratique dans les intentions de vote des Canadiens.

Des observateurs de la scène politique pensent que les libéraux — qui seraient trop heureux d'une défaite de M. MacKay — pourraient éviter de combattre trop vigoureusement Mme May dans cette circonscription.

Le leader libéral, Stéphane Dion, a nié qu'il y ait eu une entente avec le leader du Parti vert, mais il ne tarissait pas d'éloges à son endroit. «J'ai beaucoup d'admiration pour Mme May», a-t-il affirmé. Mme May a aussi nié toute entente avec les libéraux.

Aux élections de janvier 2006, les Verts avaient recueilli 4,5 % des suffrages, ce qui leur avait assuré un financement fédéral.

Mme May, une militante de longue date pour l'environnement, a été élue à la tête du parti en août dernier, avec plus de 65 % d'appuis.

Presse canadienne

## Un «espion» conservateur?

Une vidéo diffusée sur le site Internet «YouTube» prend en flagrant délit d'espionnage un employé du cabinet conservateur de Steven Harper. La cible de l'espionnage en question est le chef libéral Stéphane Dion. La vidéo, présentée avec la trame sonore du film *La Panthère rose*, met l'accent sur le fait que les taxes des Canadiens servent à payer l'espionnage de l'opposition officielle par le parti au pouvoir.

D'une durée d'à peine deux minutes, la vidéo montre un employé de la Chambre des communes, James Murray, en train de filmer le chef libéral Stéphane Dion, alors qu'il prononce un discours en Ontario. Une fois détecté par un militant libéral, «l'espion», arborant lunettes noires et manteau vert, prend la fuite rapidement. Un informateur prétendument conservateur rencontré par le quotidien *The Gazette* indique que ce genre d'opération fait partie des activités secrètes du Parti conservateur. L'informateur qui a désiré garder l'anonymat affirme par ailleurs que les libéraux procèdent au même type d'activités secrètes.

Presse canadienne

EN BREF

### Baird rejette le plan vert de Dion

Le ministre de l'Environnement fédéral, John Baird, a rejeté le plan des libéraux sur les changements climatiques, le qualifiant d'effort

faible et de tactique pour enrichir le gouvernement. Il a déclaré que c'était le cinquième de Stéphane Dion et les libéraux, mais qu'il n'était pas meilleur. M. Baird a assuré que le plan des conservateurs se comparera avantageusement à celui de M. Dion. — PC

Dans le numéro de mars 2007 de L'Action nationale

# BILAN CHAREST

pour vous procurer ce numéro en ligne ou pour vous abonner [www.action-nationale.qc.ca](http://www.action-nationale.qc.ca)

pour information 514-845-8533 ou sans frais 1-866-845-8533

LOTTO QUÉBEC		Résultats des tirages du: 2007-03-17			
6/49	13 21 23 27 28 34	31 (compl. C)	09 10 14 32 34 44		
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS		
6/6	1	18 000 000,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+C	6	71 131,50 \$	5/6+C	0	50 000,00 \$
5/6	176	2 003,20 \$	5/6	13	500,00 \$
4/6	10 331	64,60 \$	4/6	850	50,00 \$
3/6	195 315	10,00 \$	3/6	18 009	5,00 \$
2/6+C	147 369	5,00 \$	Ventes totales	553 011,00 \$	
Ventes totales	21 515 776 \$		Extra	7521172	500 000 \$
Prochain gros lot (approx.)	20 000 000 \$		*décomposable dans les deux sens		

LOTTO QUÉBEC		Résultats des tirages du: 2007-03-16			
7/7	05 06 09 25 32 36 39	23 (compl. C)	7/7	1	18 292 405,00 \$
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS		
6/7+C	6	47 616,30 \$	6/7+C	6	47 616,30 \$
6/7	146	1 956,80 \$	6/7	146	1 956,80 \$
5/7	9 556	101,60 \$	5/7	9 556	101,60 \$
4/7	204 951	10,00 \$	4/7	204 951	10,00 \$
3/7+C	192 283	10,00 \$	3/7+C	192 283	10,00 \$
3/7	1 710 291	Participation gratuite	3/7	1 710 291	Participation gratuite
Extra	5749126	500 000 \$	Prochain gros lot (approx.)	2 500 000 \$	
*décomposable dans les deux sens		Ventes totales	24 945 702 \$		

**Marc GRÉGOIRE**  
L'activité physique et la santé

pour le 1<sup>er</sup> cycle du secondaire

Cahier • 144 pages • 20 \$  
ISBN 978-2-7801-6918-0  
Guide-corrige • 216 pages • 75 \$  
ISBN 978-2-7801-6919-7

GUÉRIN, éditeur liblé  
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies  
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

## ÉDITORIAL

## Et les villes?

À sept jours du scrutin du 26 mars, tout est encore possible. Néanmoins, il est d'ores et déjà acquis que la victoire appartiendra aux régions à qui revient, dans cette élection-ci, le privilège de choisir la couleur du prochain gouvernement. D'entrée de jeu, les partis politiques l'avaient bien compris et ils leur ont consacré l'essentiel de leur énergie, délaissant presque complètement les grandes villes, tout particulièrement Montréal.

Cette absence des enjeux urbains du débat électoral se comprend mal. Les Québécois sont, comme nous le rappelait la semaine dernière la publication des données du recensement de 2006, des urbains dans une proportion de plus de 80 %. La seule région métropolitaine de Montréal rassemble tout près de la moitié de la population québécoise, et ses 3,6 millions d'habitants contribuent pour 50 % au produit intérieur brut du Québec.

Le silence des grands partis envers les grandes villes repose pour une large part sur des motifs de rentabilité électorale. Alors qu'à Montréal, Laval et Longueuil, l'électorat est d'une stabilité remarquable, c'est tout le contraire en région. Arracher à l'adversaire quelques circonscriptions fera toute la différence entre la première, la deuxième et la troisième place le soir du scrutin. Il faut donc être présent, sillonner le Québec des régions dans tous les sens et manifester une volonté de répondre à leurs attentes, ce qu'ils ont fait sans relâche.



Bernard Descôteaux

Le premier ministre Jean Charest est celui qui a le plus misé sur la sensibilité des régions, leur réservant tout un chapitre de son budget déposé la veille du déclenchement des élections. Dans un véritable feu d'artifice de promesses, il leur consacrait tout près de 700 millions d'investissements pour les cinq années à venir, n'accordant que 140 millions à Montréal et 25 millions à Québec. Plus modeste, le Parti québécois devait pour sa part y aller d'une promesse de 375 millions. Quant à l'Action démocratique, elle a proposé un Fonds d'autonomie régionale dont on ne sait encore combien d'argent elle y investira.

Il ne s'agit pas de contester les besoins des régions. Plusieurs d'entre elles ont été durement frappées par les crises forestière et manufacturière. Leurs économies sont fragiles, et le gouvernement ne peut les laisser à elles-mêmes. En revanche, on ne peut faire comme si Montréal et Québec n'existaient pas. Ces deux grandes villes ont aussi des défis à relever, qui sont de l'ordre du développement économique, du développement social et du développement culturel. En dépend la prospérité de l'ensemble du Québec.

Le premier ministre Charest nous avait dit lors du débat des chefs de 2003 qu'il croyait au développement des grandes villes. C'était pour mieux nous faire avaler ses référendums sur les défusions. Si, en quatre ans, il n'a su trouver le début du commencement d'une politique de développement urbain, ce n'est pas faute d'avoir reçu des suggestions de leurs maires. En janvier, celui de Montréal présentait un état de situation des besoins de la métropole de plusieurs centaines de millions qu'il proposait de financer sans « pomper » du gouvernement l'argent dont les régions ont justement besoin. Donnez à Montréal, lui disait Gerald Tremblay, un pouvoir habilitant lui permettant de lever de nouvelles taxes pour autofinancer ses projets. Il attend toujours la réponse qui ne viendra pas.

Ce silence de Jean Charest, qui semblent approuver Mario Dumont et André Boisclair, témoigne d'un manque de vision de l'avenir du Québec qui ne peut reposer uniquement sur des stratégies de développement régional. Ce qu'ils semblent retenir pour l'instant, toutefois, c'est que leur avenir personnel passe par les régions et que ce n'est surtout pas le temps de divertir leur attention en évoquant les problèmes des grandes villes.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## Déboires polonais

Instaurée à l'automne 2005, la politique polonaise de décommunisation n'avait pas suscité d'oppositions vives jusqu'à ce que les dirigeants du pays décident récemment d'étendre sa portée à d'autres corps de métier que ceux visés depuis son adoption. Il aura fallu que les journalistes soient soumis à cet exercice d'épuration pour qu'illico on conteste avec force une chasse qui antérieurement n'avait guère chagriné les esprits.

Ce réflexe des journalistes a ceci de regrettable qu'il est synonyme de réflexe corporatiste. On le répète, tant et aussi longtemps que la purge commandée en haut lieu concernait ceux et celles qui exerçaient d'autres professions, on ne se souciait guère des dérives qu'elle a favorisées, des dérives constatées. On se consolera en soulignant que cette contestation tardive permet justement de mettre en relief les ratés de ce désir de pureté. On s'explique.



Serge Truffaut

Lorsque les nations d'Europe centrale et de l'Est subissaient la chape de plomb stalinienne, ceux qui collaboraient avec les services de renseignement et de sécurité étaient soumis à une obligation de résultats. Ils devaient jongler avec le rendement. On l'aura compris, pour être bien vus par les petits caporaux du régime, ces collaborateurs composaient des fiches qui relevaient de la fiction et non de la réalité.

Depuis les débuts de cette chasse aux ex-communistes, il y a donc eu des personnes victimes de fausses déclarations. Et ce, non seulement en Pologne, mais partout ailleurs dans les anciens satellites de l'Union soviétique. En effet, le principe de lustration (purification suivie de réconciliation), ces pays l'observent depuis 1991. Cette date a ceci d'intéressant qu'elle oblige une question: pourquoi 1991 et non au lendemain de la chute du Mur? Réponse...

Parce qu'entre 1989 et 1991, les nouveaux dirigeants de Pologne, Hongrie, Roumanie et autres ont pris un soin particulier à détruire des milliers d'archives, dont évidemment les plus embarrassantes d'entre elles. Qui plus est, on a constaté que lors des retours quasi simultanés des ex-communistes au pouvoir dans les années 1993-94 ces derniers s'empressaient d'égayer des témoignages de l'ère communiste. Quoi d'autre? On sait aujourd'hui que tout ce processus évoluait en fonction de la santé économique. Quand la croissance était atone, on donnait une nouvelle impulsion au débusquage des ex-communistes et inversement.

Lorsque l'on s'attarde au développement de cette politique de décommunisation au cours des quinze dernières années, on constate qu'elle a été constamment instrumentalisée par les dirigeants politiques au gré, littéralement, de leurs humeurs. Ils en ont usé comme d'une arme pour faire du chantage, ternir la réputation de tel individu ou encore pour noyauter l'appareil d'État. Ainsi en Pologne, pour être bien vu des autorités, tant politiques qu'ecclésiastiques, il est bon d'être xénophobe, misogyne, homophobe, antisémite ou eurosceptique, mais certainement pas ex-communiste. Résultat? En se délectant du deux poids deux mesures, on fait injure au devoir de mémoire.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

## Phénomène paranormal

Interrogé sur son absence à l'invitation du 14 mars avec la Fédération des municipalités du Québec, rencontre ayant comme sujet principal les municipalités dévitalisées, Jean Charest, qui avait délégué à la dernière minute Nathalie Normandeau, a dit qu'« elle a très bien fait ça ». Or, les organisateurs ont refusé l'accès à cette dernière à ce forum. Comment peut-on juger une allocution appréciable alors qu'elle n'a pas eu lieu? Il s'agit sans doute d'un lapsus. M. Charest voulait probablement dire: « Elle aurait pu très bien faire ça ». Avons-nous besoin d'un autre écart de langage pour illustrer le désintérêt que porte le Parti libéral à nos municipalités en crise?

Luc Bouchard  
Saint-Félicien, le 16 mars 2007

Art-argent,  
un couple infernal

Sous les libéraux, le couple art-argent est devenu infernal. Malgré le discours charmeur des vendeurs de chars allégoriques, l'art s'est fait manger la laine sur le dos.

Il est ridicule de penser que nous, les artistes, pouvons nous lancer dans l'aventure de l'art sans aide de l'État. L'art qui veut rester indépendant ne peut pas être soumis à la loi de l'offre et de la demande. L'art aime critiquer et dénoncer, il aime se mettre à nu, son effervescence dépend de sa liberté, il ne peut dépendre des seules conjonctures, mêmes heureuses, du marché.

Le repli des artistes est symptomatique du langage surgonflé des libéraux, de leur infla-

tion de mots éhontée. C'est à qui mentira le plus fort. Au débat des chefs, dans un effet boomerang caractéristique de l'avachissement général de la politique des libéraux, le premier ministre sortant Jean Charest avait l'air d'un golden boy vieilli, d'un has-been pantouflard, et a donné une belle image des faux beaux jours de son premier mandat.

Les libéraux ont préféré aider les banques qui, à leur tour, nous ont ignorés, comme toujours. Ils ont préféré aider les promoteurs de condominiums et les mangeurs de parcs et revendre notre bien public aux enchères. L'art ne peut pas vivre dans ces conditions, car il prend sa source dans l'âme d'un peuple.

Daniel Gagnon  
Écrivain et membre fondateur  
de l'Union des écrivains  
Montréal, le 15 mars 2007

Régions et villes: cessons  
ces querelles puérides

Que Victor-Lévy Beaulieu soit devenu adéquate, c'est un tantinet étonnant et cela me laisse un peu ébaubi! Mais pourquoi pas? Là où j'éprouve un malaise sérieux, c'est lorsque VLB justifie son choix en faisant état de son opposition aux « Montréalistes » branchés, lesquels constitueraient la base du PQ. Je suis de ceux qui en ont plus qu'assez d'une haine vertueuse et militante à l'égard des urbains, des citadins, des Montréalistes et des snobs du Plateau Mont-Royal ou de la Grande-Allée. Si ces porte-parole régionalistes et provincialistes ne trouvent rien de mieux que la haine des citadins, alors là je ne marche plus.

Trop, c'est trop! Et si une partie des Montré-

lais voulaient se séparer du reste du Québec, que dirait-on? Les problèmes des villes et des régions sont interreliés. Alors, cessons ces querelles puérides. VLB ne se grandit pas en prenant les positions qu'il prend envers les « Montréalistes ». Quand les wagons veulent faire sauter la locomotive, il y a de quoi s'inquiéter!

Jean-Serge Baribeau, sociologue  
Montréal, le 14 mars 2007

## Je voterai PQ

J'ai beaucoup aimé la performance d'André Boisclair au débat des chefs. Mon vote lui était déjà acquis malgré ses difficultés. J'avais des craintes, mais, pour moi, c'est mission accomplie: il connaît ses dossiers profondément, il a montré qu'il pourrait représenter les Québécois et qu'on n'en aurait sûrement pas honte. Je sais qu'il ne fait pas l'unanimité, mais comme il faut voter, essayons donc tous de faire pour le mieux, ou pour le moins pire. Pour moi, le PLQ est un parti non interventionniste, qui laisse le marché jouer seul, et qui va agir lorsqu'il s'en trouvera presque forcé.

Par opposition, le PQ est un parti interventionniste, mais, à l'opposé, il ne va laisser le marché agir seul que lorsqu'il s'en trouvera presque forcé. Il me semble que c'est une bien meilleure option si on a à cœur une certaine justice sociale. Le gouvernement est un énorme bateau. On a le choix entre le laisser sur son erre d'aller ou encore, changer de cap, ne serait-ce que de quelques degrés. Cette modification de trajectoire, même si d'aucuns peuvent juger que ce n'est pas assez, il n'y a que le PQ qui peut nous l'offrir.

Suzanne Grenier  
Québec, le 13 mars 2007

## LIBRE OPINION

## Non au détournement de l'élection!

Aujourd'hui, à 16h, le gouvernement Harper déposera à Ottawa le budget de l'État canadien. Stratégiquement placé une semaine jour pour jour avant l'élection au Québec, il est clair que ce budget visera à faire miroiter aux Québécois des milliards, par ailleurs déjà payés par nos impôts, dans le but de démontrer les grands avantages du régime fédéral, de soutenir les partis fédéralistes québécois et de préparer la campagne fédérale qui suivra.

Ce prétendu règlement du déséquilibre fiscal par le gouvernement Harper constitue la plus grosse « commandite » de notre histoire, la plus grosse manœuvre pour court-circuiter la démocratie québécoise, pour manipuler l'opinion publique, pour acheter l'allégeance des Québécois avec leur propre argent. Une telle ingérence fédérale dans les affaires québécoises en pleine campagne électorale est du jamais vu.

Un gouvernement fédéral respectueux de la nation québécoise aurait attendu au moins une semaine après l'élection, plutôt qu'avant, pour déposer son budget. Nous dénonçons et nous combattons cette tentative de mainmise de l'État fédéral sur la démocratie québécoise!

Une nation privée  
de ses choix budgétaires

Le gouvernement Harper a reconnu la nation québécoise dans un Canada uni. Nous en comprenons aujourd'hui pleinement le sens. Le gouvernement de la nation québécoise est assujéti à des décisions d'une autre nation — la nation canadienne-anglaise — pour boucler son budget. Le « cadre financier » des promesses électorales de Jean Charest le fédéraliste et de Mario Dumont qui se dit « autonomiste » sera finalement défini par le « cadre financier » fédéral qu'il faudra quêter d'année en année, sans aucune garantie de succès.

Rappelons qu'entre 1993-94 et 2003-04, les revenus fédéraux perçus au Québec ont augmenté de 58 % et les transferts fédéraux de 5,8 %. L'État

fédéral a donc décidé, unilatéralement, de réduire ses paiements de transfert. Cela lui a permis d'engranger des surplus considérables pendant que les gouvernements québécois, qu'ils soient fédéralistes qu'étéux ou fiers souverainistes, étaient étranglés financièrement, obligés de faire des compressions dans les secteurs vitaux de la santé et de l'éducation.

On évalue à près de 3,9 milliards de dollars par année l'augmentation nécessaire des transferts de nos impôts fédéraux au gouvernement du Québec, simplement comme minimum pour rétablir les paiements de transfert à leur niveau antérieur. Le Parti libéral du Québec se contenterait bien sûr de beaucoup moins pour passer le cap de l'élection, mais que le budget Harper rétablisse totalement ou partiellement ses contributions à la santé, à l'éducation et à la pérennité, cela n'empêchera jamais ce gouvernement ou un autre qui le remplacera de recommencer à recréer un autre déséquilibre fiscal dans un an ou deux, comme le gouvernement Chrétien-Martin l'a fait contre les intérêts du Québec il y a quelques années. Encore moins d'effacer les dix années de turbulences et de souffrances dont les malades et les jeunes du Québec ont fait les frais.

## Une nation assujéti à une autre

Nous n'acceptons pas de discuter de la question du déséquilibre fiscal dans le cadre des relations fédérales-provinciales! Dans ce cadre, le Québec est une nation assujéti à une autre nation. Une nation qui n'est pas libre de ses choix!

La souveraineté, la construction de l'État québécois, est indispensable pour mettre en marche de véritables chantiers pour résoudre des problèmes de société intolérables et urgents comme la lutte contre la pauvreté, le développement de l'emploi, les changements climatiques, le décrochage scolaire, la promotion du français et de la culture, le sous-financement de l'éducation et de la santé.

L'encadrement du pouvoir de dépenser du fédéral, dont on parle beaucoup comme autre planche de salut à Jean Charest, si cela était annoncé dans l'énoncé budgétaire, ne ferait qu'empêcher le gouvernement canadien de dépenser dans des champs de compétences du Québec sans son accord. Cela pourrait ralentir la centralisation, mais ne donnerait aucun pouvoir à notre État national pour s'attaquer à nos problèmes de société.

L'enjeu de la présente élection au Québec dépasse largement le cadre d'un affrontement entre partis, entre chefs, entre équipes. Le gouvernement Harper la voit d'ailleurs ouvertement comme un tremplin pour sa prochaine campagne électorale avec comme arrière-plan l'espoir d'une marginalisation du mouvement souverainiste québécois.

Nous invitons les Québécois et les Québécoises à résister à cette tentative de détournement de nos choix démocratiques, à nous donner la chance de mettre fin définitivement, par la décision de nous construire un pays, à la centralisation des pouvoirs à Ottawa, à la minoration du Québec au Canada et au déséquilibre fiscal qui confisque nos choix d'avenir. C'est une décision qui n'appartient qu'aux Québécoises et aux Québécois!

Conseil de la souveraineté du Québec

Intellectuels pour la souveraineté (IPSO)

L'Aut'journal

Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ)

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJB-Mtl)

Union des écrivaines et écrivains du Québec (UNEQ)

## IDÉES

Déséquilibre fiscal

## L'art de tromper la population

MARC BÉLANGER

Avocat fiscaliste, membre du conseil de direction du Parti libéral du Canada, section Québec

**N**on! il n'y a pas de déséquilibre fiscal entre le fédéral et les provinces, puisque ces deux ordres gouvernementaux sont endettés, ont le même accès aux revenus et la même capacité à gérer leurs dépenses.

Le fédéral et les provinces, grâce à l'impôt sur le revenu et la taxe de vente, ont sensiblement les mêmes pouvoirs d'imposition directe et, ainsi, une capacité similaire à générer des revenus. Naturellement, la limite à ces pouvoirs est la capacité de payer des contribuables et l'impact sur l'économie. Les provinces visent aussi à être compétitives fiscalement afin d'éviter un exode de leurs contribuables.

A cet égard, le Québec bénéficie d'un avantage: sa population francophone, plus captive à cause des barrières linguistiques et culturelle, acceptera un écart fiscal raisonnable avant de considérer une émigration vers un autre territoire fiscal.

## Ingérence, pas déséquilibre

En posant l'hypothèse que la capacité des contribuables est atteinte, est-ce que le fédéral génère trop de revenus actuellement? Avec 481 milliards de dollars de dettes, il n'est pas logique d'acquiescer. Alors, le presser de limiter ses revenus avant le remboursement de sa dette est inapproprié. Naturellement, cela n'autorise pas le fédéral à générer des revenus pour ensuite les dépenser dans des champs de compétence provinciale. Ce dernier problème n'est pas un déséquilibre fiscal, mais plutôt de l'ingérence dans les champs relevant de la compétence du provincial.

Certains mentionnent un seuil où la dette devient économiquement marginale. Est-ce 481 milliards? Rien n'est moins sûr. Ce seuil devrait être établi. A défaut de viser l'élimination totale de la dette, l'atteinte de cette somme pourrait représenter l'objectif. Le fédéral devrait ensuite se limiter uniquement à ses

besoins. Une telle approche permettrait à une province de venir occuper l'espace-fiscal ainsi libéré. Encore faut-il que la province décide d'en profiter...

Justement, pourquoi le Québec n'a-t-il pas récupéré l'espace libéré par la diminution de 1% de la TPS, d'autant plus que l'impact par habitant est minime et que ses revenus furent touchés, puisque la TVQ s'applique sur la TPS? La réponse est simple: nos politiciens provinciaux ne veulent pas prendre la responsabilité de prélever des impôts et de devoir s'exposer à une «imputabilité». Utiliser le fédéral pour le sale travail de collection et être ensuite celui qui fait les cadeaux, voilà l'idéal, même si une telle approche ne concorde pas avec les grands discours autonomistes de nos dirigeants québécois.

## Question de choix

Québec a fait un choix social en investissant massivement dans la santé et l'éducation, en acceptant une duplication bureaucratique, comme avoir une Régie du logement (ailleurs, les tribunaux ordinaires gèrent les relations locataires-locateurs), Revenu Québec (dans d'autres provinces, l'agence fédérale fait le travail), Télé-Québec et bien d'autres exemples.

Plusieurs de ces structures visant une autonomie du fédéral sont le fruit de l'ambivalence du Québec relativement à sa destinée. Le plus drôle, c'est que cela a aussi occasionné une duplication des coûts qui est maintenant présentée par les souverainistes comme économie future justifiant l'indépendance.

Il y a aussi la récupération ou non des coûts auprès des utilisateurs. Encore une question de choix! Le gel des droits de scolarité en est un excellent exemple: autant d'argent encore laissé sur la table. Il y a aussi notre mine d'or qu'est l'hydroélectricité. Les Albertains ont leur pétrole mais, contrairement aux Québécois, ils n'ont pas de tarifs privilégiés sur l'utilisation de leur ressource. C'est une autre question de choix que les gens oublient lorsqu'ils envient l'Alberta, cette province sans dette qui engrange les surplus. En fait, y a-t-il un déséquilibre fiscal entre l'Alberta et le fédéral?

## Pour conclure

Ce concept de déséquilibre fiscal, mis en avant

par les souverainistes afin de servir d'arme contre Ottawa, fait maintenant partie du vocabulaire de tous nos politiciens provinciaux. Cela a comme conséquence de faire passer au second plan la planification de projets majeurs pour la création de la richesse au Québec.

Aussi pathétique que cela puisse être, l'idée de recevoir plus d'argent de la péréquation réjouit nos politiciens comme s'ils oubliaient qu'en principe, pour recevoir plus de la péréquation, il faut s'appauvrir par rapport aux autres provinces canadiennes. De toute façon, la péréquation n'a rien à voir avec un déséquilibre fiscal. Il ne s'agit que d'une redistribution de richesses entre les provinces où le fédéral n'est qu'un gestionnaire. Si le Québec en veut plus, une autre province devra en donner plus ou en recevoir moins.

L'attitude désolante de nos politiciens provinciaux n'encourage en rien l'assainissement des finances publiques. Au Québec, l'analyse du bien-fondé des dépenses n'est plus d'actualité. (Cette évaluation est d'ailleurs l'une des grandes omissions du rapport Séguin sur le déséquilibre fiscal.) Au fédéral, le risque est grand qu'une devise naïve: «s'assurer de dépenser le résidu de son budget afin d'éviter d'en être dépossédé» pour diminuer les pressions et conserver une marge de manœuvre pour le futur.

C'est peut-être Bernard Landry qui, en mars 2000, aura eu les dernières paroles prédéséquilibrées. En effet, ce dernier, alors ministre des finances du Québec, mentionna, pour justifier les 841 millions de dollars de transfert du fédéral laissé par son gouvernement dans une fiducie ontarienne, que les problèmes du réseau de la santé n'étaient pas seulement financiers, mais aussi attribuables à des «problèmes de planification, d'institutions, de gestion des réseaux» (La Presse canadienne, 1<sup>er</sup> mars 2000).

Il est clair que l'argent n'est pas le seul problème; mais les milliards que nos dirigeants font miroiter avec cette notion de déséquilibre fiscal est une belle invention qui profite à nos politiciens provinciaux en leur permettant d'éviter d'être jugés sur leur gestion des dépenses et des choix qu'ils font ou ne font pas. Le pire, c'est que presque tous les Québécois ont fini par y croire.

## La compétitivité, au-delà du sport

FRANÇOISE BERTRAND

Présidente-directrice générale, Fédération des chambres de commerce du Québec

CLAUDE MONTMARQUETTE

Professeur d'économie à l'Université de Montréal et chercheur associé au CIRANO

**C**haque jour nous rappelle l'agressivité de la concurrence internationale et, dans un monde en constante mutation, l'importance de libérer notre économie des diverses rigidités qui empêchent son évolution. Nous avons donc répondu «oui» à la question que nous a posée Marie-France Bazzo à l'occasion de l'émission *Il va y avoir du sport* diffusée le 2 mars dernier: «Les syndicats doivent-ils s'adapter à la mondialisation?»

Nous avons répondu «oui» d'abord parce que nous pensons que l'esprit syndical au Québec est mal adapté à la nouvelle réalité de notre économie; ensuite parce que, dans le fond, l'ensemble des acteurs économiques et sociaux doivent répondre aux nouvelles dispositions mondiales pour pouvoir en capter les nouvelles bénéfices. En quoi l'action des syndicats serait-elle dispensée d'un ajustement à des tendances aussi lourdes?

Bernard Elie et Gérald Larose ont répondu «non» à l'ajustement des syndicats. Gérald Larose en particulier refuse de laisser porter à des travailleurs soignant toujours sacrifiés la responsabilité d'une mondialisation qui serait mal gérée par les soi-disant grands décideurs de ce monde.

En raison de la traditionnelle charge émotionnelle du discours syndical, nous ne nous attendions pas nécessairement à ce que le débat se termine à la lumière d'une convergence. Cependant, la position de MM. Elie et Larose véhiculait des propos sur lesquels nous ne pouvons nous taire.

## Les idées reçues

Par exemple, et contrairement à ce que supposait M. Larose, ni le patronat, ni les économistes, ni même le gouverneur de la Banque du Canada, n'ont le contrôle sur la valeur de notre devise. Aucun représentant du grand-méchant capitalisme n'a induit actionné le levier de son appréciation en minant la compétitivité de nos exportateurs et en négligeant le sort de travailleurs trop exposés. L'équation est bien plus complexe que cela.

Il est important d'évacuer ce genre d'idées reçues, car en refusant la responsabilité de nos échecs, elles cultivent une position de victime face à cette mondialisation et elles imposent un statu quo économique qui inhibe les efforts consentis (par les entrepreneurs, les individus ou les gouvernements) pour que la prise en main de notre développement se traduise par une économie qui se projette dans l'avenir, au lieu de rester attachée à une structure passée, parfois dépassée.

La mondialisation a également posé comme paramètres de compétitivité notre capacité de gérer et de résoudre les conflits et les problématiques tournant autour des questions économiques. La course à l'innovation et aux talents, dans laquelle sont déjà entrés plusieurs pays en développement, ne nous donne pas les moyens de prendre notre temps et demande aux entreprises du Québec d'être en constante mutation et reconversion.

Dans ce contexte d'intensification de la concurrence internationale, le problème des entreprises ne se résume pas aux coûts salariaux. En fait, il concerne leur capacité de créer de la valeur et de gagner en parts de marché en fonction des mouvements actuels de la restructuration mondiale des industries. Les entreprises ont donc besoin d'innover pour améliorer leur compétitivité hors prix. L'innovation ne peut souffrir des rigidités des conventions collectives.

En effet, la rigidité que trop souvent proposent les syndicats ralentit, voire même paralyse, les projets d'investissements des entreprises. A quoi bon investir dans de nouveaux équipements et de nouvelles façons de faire si les syndicats ne permettent pas à l'organisation de s'adapter, de changer, d'évoluer? Cela va à l'encontre de l'employabilité des salariés, car cela n'incite pas au renouvellement de leurs compétences en limitant la flexibilité des institutions et des entreprises et, finalement, de toutes les PME sous-traitantes. Ainsi, en brimant la capacité de l'économie à gagner en compétitivité, les syndicats hypothèquent la performance sociale du Québec.

Par le jeu de la concurrence et celui des avantages comparatifs, la mondialisation assure l'efficacité des marchés de capitaux et favorise l'investissement. A cet égard, les investisseurs étrangers ont toujours été bienvenus au Québec, tandis que les fleurons de l'économie québécoise ne participeraient pas au rayonnement international du Québec sans la mondialisation. Pensons à Bombardier, au Cirque du Soleil, Alcan, SNC Lavalin, Pratt & Whitney, Cascades, ou encore à Quebecor. La mondialisation presse également les prix à la consommation à la baisse, ce qui n'a jamais été à l'encontre de l'intérêt québécois.

Par ailleurs, le développement des échanges commerciaux a permis une diversité sur le marché des biens de consommation et des biens industriels, une diversité qui ne pourrait pas être soutenue par la taille de l'économie québécoise. Importer des biens et des services, c'est aussi importer des technologies, de l'innovation et pousser l'efficacité de notre production. L'économie québécoise a toujours été ouverte sur l'extérieur et s'est toujours bâtie en profitant de l'ouverture des routes commerciales: nos exportations représentent près de 50% de notre PIB, et près des trois quarts de notre production manufacturière est expédiée à l'extérieur du Québec.

Ce sont toutes les entreprises et tous les travailleurs qui font face aux mouvances de la mondialisation; tous doivent s'adapter pour bénéficier des avantages de la mondialisation, même si cela oblige d'en accepter aussi parfois les contraintes. La contrainte que la mondialisation nous impose aujourd'hui est d'innover, d'augmenter l'efficacité de notre économie et la qualité de notre capital humain. La transition n'est pas légère, certes, mais si cette transition se fait avec plus de flexibilité, nous savons aussi qu'elle se fait avec plus de stratégie, plus de planification et plus de concertation.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À l'heure de la mondialisation, la région administrative est-elle le cadre le plus adapté pour y faire face? La question se pose lorsque les régions sont trop petites. Dans ce cas, comment le gouvernement du Québec assumerait-il, à l'échelle internationale, le leadership des secteurs de force économique de ces régions administratives?

## Les régions: de l'âge de pierre à l'ère de la mondialisation

PIERRE RACICOT

Auteur du livre *Développement et régionalisation au Québec: Le temps du repli de l'Etat-nation* (Ed. L'Harmattan, Paris, 1999)

**L'**engagement de l'Action démocratique du Québec (ADQ) de constituer un fonds d'autonomie régionale et de transformer les régions administratives en régions politiques, introduit, par la grande porte, le développement régional dans la campagne électorale. Ces mesures répondent aux revendications cent fois exprimées depuis la tournée des régions de la Commission Bélanger-Campeau portant sur l'avenir du Québec mais laissent en plan deux questions:

- Qui parlera au nom des régions?
- Le découpage de toutes les régions administratives est-il adapté à la mondialisation?

## Qui parle au nom des régions?

Le programme de l'ADQ prévoit qu'une entente gouvernement-région rendra les conférences régionales des élus (CRE) responsables de la gestion du fonds d'autonomie régionale. C'est la consécration du fait que le développement régional n'est pas seulement une affaire d'argent et d'administra-

tion, mais aussi une réalité politique qui repose sur des élus.

Cependant, les élus municipaux sont élus pour administrer les municipalités et non les régions. Le fait que le gouvernement reconnaisse la CRE, comme responsable de la gestion du fonds d'autonomie régionale, n'accorde pas aux élus locaux la légitimité que donnerait une élection régionale au suffrage universel direct.

## Révolution des régions

Le Parti vert fait lui aussi des régions administratives des régions politiques. À la différence de l'ADQ, il s'engage à ce que les représentants des régions soient élus au suffrage universel direct. Mais on ne trouve pas une telle reconnaissance dans les programmes des Partis québécois et libéral.

En fait, les engagements de l'ADQ et du Parti vert sont complémentaires. Comment mettre en œuvre ces programmes politiques en y ajoutant, notamment, quelques mesures complémentaires?

Au lendemain des élections, l'Assemblée nationale consulterait l'ensemble du Québec sur les mesures suivantes:

- remplacer les ministres responsables des régions, présentement nommés par le premier mi-

nistre, par des ministres régionaux élus au suffrage universel direct et accorder aux maires de Montréal et de Québec tous les nouveaux pouvoirs des régions;

- créer une Chambre des régions rattachées à l'Assemblée nationale regroupant les ministres régionaux et les maires de Montréal et de Québec;

■ consacrer la CRE de chacune des régions comme l'organisme consultatif du ministre régional et des maires de Montréal et de Québec;

- reconnaître les directions régionales des ministères comme soutien administratif des ministères régionaux et des maires de Québec et de Montréal.

À l'heure de la mondialisation, la région administrative est-elle le cadre le plus adapté pour y faire face? La question se pose lorsque les régions sont trop petites. Dans ce cas, comment le gouvernement du Québec assumerait-il, à l'échelle internationale, le leadership des secteurs de force économique de ces régions administratives?

Aujourd'hui, lorsque l'on compare les pouvoirs des régions du Québec avec ceux des régions des autres pays, il n'y a pas à hésiter: il faut que l'organisation des régions du Québec passe de l'âge de pierre à l'ère de la mondialisation.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Mungier (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Poirineau (communisme Internet), Isabelle Paris (santé), Louise-Madeleine Rioux Soucy (culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumais (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cabaret Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpéit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Jacques Shields (communisme); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Alexandre A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebail, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (promotion et production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Johanne Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernatis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjoins administratifs), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## BOUCHER

SUITE DE LA PAGE 1

De surcroît, les délais dans l'aboutissement du projet de transformation du Palais et les dépassements de coûts (de 18 à 23 millions) qu'il a occasionnés lui ont donné, ces dernières années, une bien mauvaise image.

Louangeant le caractère «*extraordinaire*» de la nouvelle salle de concert, la mairesse a donc plaidé que la Ville avait bien fait «*de ne pas abandonner*» dans ce dossier en dépit de ses difficultés de parcours. «*Il faut distinguer les difficultés de l'échec*», a-t-elle lancé en invitant la population à être moins sévère avec les Fêtes du 400<sup>e</sup> qu'avec le Palais Montcalm.

## Ovation pour Jean-Paul L'Allier

La mairesse a par ailleurs pris la peine de rendre hommage à son prédécesseur, Jean-Paul L'Allier, qui était présent dans la salle. «*L'idée, c'est le premier magistrat de l'époque qui l'a eue*», a-t-elle déclaré, déclenchant une longue ovation à laquelle elle n'a d'ailleurs pas eu droit à la fin de son propre discours.

Et de souligner que cet équipement municipal était la propriété de tous. C'est en outre dans cet esprit qu'une part des billets avaient été distribués gratuitement dans la population par l'entremise des médias locaux.

Le programme des Violons du Roy présenté samedi soir comprenait des pièces de Haendel, Vivaldi et Geminiani. L'ensemble était accompagné à merveille par le mezzo soprano torontoise Kristina Szabo. La chanteuse Julia Migennes assumait quant à elle la seconde partie avec des interprétations lyriques du répertoire pop.

Rencontré quelques minutes après sa performance, le directeur artistique des Violons, Bernard Labadie jubilaient: «*Je suis très, très heureux. C'est la salle dont nous rêvions. Pas juste pour les Violons, mais pour Québec*». Et de rencherir sur les propos de la mairesse Boucher: «*Il faut arrêter de dire que les concerts de musique classique, ça coûte cher. Au contraire, ça coûte moins cher que bien des shows d'humoristes. [...]*»

A ceux qui soutiennent que l'argent public investi dans des équipements comme le nouveau Palais Montcalm devrait plutôt être injecté dans les hôpitaux, M. Labadie rétorque «*qu'une société en santé, c'est aussi une société ouverte à l'art*» et que la musique est «*une autre façon de prendre soin des gens*».

Lui aussi très enthousiasmé par la nouvelle salle, l'ancien maire Jean-Paul L'Allier a rappelé au Devoir le rôle clé joué par Bernard Labadie dans ce projet. «*L'idée de la Maison de la musique a fait son chemin avec Bernard Labadie*», a-t-il raconté tout en soulignant que la Ville souhaitait aussi empêcher la construction en lieu et place d'un casino, comme le proposait alors Loto-Québec. «*L'idée c'était d'ancrer Bernard Labadie et les Violons du Roy à Québec, au même titre que Robert Lepage*», a-t-il poursuivi.

Collaboratrice du Devoir

## Rectificatifs

Il y avait une erreur dans le nom de l'auteur de l'article «*Les gangs de rue, un échec pour les Haïtiens*», publié dans nos pages le jeudi 15 mars. L'auteur se nomme Jean Numa Goudou et non Jean Numa Goudo, comme nous l'avions indiqué. Toutes nos excuses.

Dans le texte «*Wolfovitz et la tuberculose*» paru en page Idées du Devoir du mercredi 14 mars 2007, il aurait fallu écrire que c'est l'émergence de la tuberculose multirésistante, et non de la tuberculose ultrarésistante, qui touche d'un demi-million à un million de personnes dans le monde. On estime que la tuberculose ultrarésistante, plus mortelle, touche moins de 10 000 personnes.

## KAHN

SUITE DE LA PAGE 1

C'est pourquoi Adam Smith et ses contemporains avaient prouvé un libéralisme politique allant de pair avec le libéralisme économique, qui laissait le champ ouvert à la dénonciation des inégalités les plus choquantes afin de les maintenir à un niveau acceptable et ainsi éviter les révoltes populaires qui pourraient déstabiliser le système.

Cette dernière thèse a toutefois été battue en brèche dans les années 1960 sous l'impulsion de l'école économique de Chicago, qui fait de «*la masse monétaire, imposée de manière exogène par des établissements bancaires autonomes, le régulateur de l'économie, et non son intermédiaire, soit l'outil privilégié du commerce*», rappelle Axel Kahn. «*Produire pour s'enrichir devient un concept dépassé, le nouveau mot d'ordre étant de créer de la valeur, [...]* à court terme si possible, et quels qu'en soient les moyens [...] pour satisfaire les actionnaires dont l'enthousiasme sera décuplé par la perspective de licenciements».

## Une croyance ancrée dans la biologie

Pour les tenants de la doctrine libérale, «*la poursuite de ses intérêts égoïstes constitue le déterminant principal des actions humaines*». Les fondements du libéralisme seraient en fait inhérents à la nature humaine. Plus encore, ils seraient soumis aux mécanismes de la sélection naturelle darwinienne. Ainsi, les combats économiques et sociaux seraient comparables à la lutte pour la vie dans la nature sauvage. «*Dans l'un comme dans l'autre cas, la victoire des plus aptes et l'élimination des incapables sont censées constituer le moteur essentiel du progrès qu'il ne faut perturber à aucun prix*», indique Axel Kahn. Pas question par conséquent de venir en aide aux entreprises menacées de disparition, ou de protéger par des dispositifs solidaires des segments de la population plus faibles, voués à la défaite. «*Dans la logique commerciale, toute politique d'entraide est contreproductive*».

«*La conviction que cette pensée libérale est fondée sur des processus naturels et l'ivresse engendrée par son efficacité et ses succès expliquent ses dérivés messianiques, comme celles des néoconservateurs américains et de George Bush, pour lesquels le peuple américain a reçu la mission divine de convertir le monde entier aux prescriptions de la loi naturelle fondée sur la libre entreprise, la concurrence commerciale sans entraves et le respect scrupuleux des*

SUITE DE LA PAGE 1

reconnaissance du Québec comme nation, l'entente sur la santé (4,2 milliards sur six ans), le rapatriement de la responsabilité des congés parentaux, l'entente de mobilité de la main-d'œuvre de l'Ontario, la protection de la diversité culturelle à l'UNESCO et la contribution de 350 millions pour le plan de lutte contre les changements climatiques.

## La souveraineté facilitée?

Mais pour le chef péquiste, André Boisclair, le mérite d'un règlement du déséquilibre fiscal devrait revenir aux souverainistes. «*À Gilles Duceppe, qui a mené une vraie bataille à la Chambre des communes. [...] À Bernard Landry, lorsqu'il était ministre des Finances, qui [a pris] son bâton de pèlerin, qui est allé parler du déséquilibre fiscal à ses homologues des autres provinces*», a affirmé M. Boisclair en après-midi au Théâtre L'Espace Go, où il avait rappelé ses priorités en matière de Culture. Décidément élogieux à l'égard de son prédécesseur, M. Boisclair a rappelé que Bernard Landry avait aussi obtenu «*la meilleure entente*» sur le financement de la santé, à l'époque où Jean Chrétien était premier ministre fédéral.

Il a répété que c'étaient «*les souverainistes qui avaient mis cette question sur la table*». «*C'est parce que les souverainistes ont fait des pressions que M. Harper a pris ce genre d'engagement. Nous allons récolter le fruit de mois de travail, d'années de travail, s'il y a un règlement*», a-t-il dit.

M. Boisclair a aussi affirmé que ce règlement faciliterait la souveraineté du Québec. «*On sera juste mieux placés pour faire la souveraineté du Québec. [...] On aura encore plus de moyens pour la faire, encore plus d'outils pour pouvoir construire ce pays. Les choses seront d'autant plus simplifiées*», a-t-il insisté.

Encore faut-il que le résultat soit satisfaisant, a précisé le chef péquiste. Or, pour qu'il le soit, la barre a été placée haut par lui et la classe souverainiste. D'abord, il faudrait selon M. Boisclair que la solution soit accompagnée d'une dévolution fiscale «*pour éviter que l'exercice soit à reprendre tous les*

SUITE DE LA PAGE 1

Au terme d'un mois de campagne, et après avoir entendu les chefs des trois partis qui ont accepté de les rencontrer, les syndicats estiment que voter pour un gouvernement libéral ne pourrait que «*déconstruire et affaiblir encore davantage l'État québécois*». Conduire l'équipe de Mario Dumont au pouvoir constituerait «*un danger encore plus réel*».

Pour illustrer leurs propos, les chefs syndicaux ont évoqué l'idée d'abolir les commissions scolaires, les avancées et les propositions en matière de privatisation des soins de santé ou la réduction de la taille de l'État. «*Le premier ministre parle d'ajouter 2000 infirmières et 1500 médecins dans le réseau de la santé, mais ça correspond exactement aux inscriptions dans nos facultés*», a lancé Mme Bonamie. «*Ce n'est pas un mensonge, mais est-ce vraiment une promesse? Ce dont nous avons besoin le plus vite possible, c'est de 2000 médecins et de 4000 infirmières*».

Portée par le parti de Mario Dumont, l'idée de faire disparaître les commissions scolaires pour redon-

ner argent et ressources directement aux écoles tient de «*la vision simpliste, voire populiste*», a dénoncé le président de la CSQ, Réjean Parent. «*Ça laisse croire à plus d'efficacité, mais, en réalité, c'est exactement l'inverse qui se produirait, en plus de mener à la fermeture d'une série d'écoles de village*», a-t-il indiqué, martelant le fait que la menace adéquate se résumait à une fuite vers le «*zéro dialogue social*».

Haussant le ton, le président du SPGQ a invité ses membres, de même que la population, à ne pas se laisser bernier par les visions libérales et adéquate le jour du scrutin. «*Il ne faudra pas que l'isolement soit une forme d'instrument d'isolement social*», a tonné Gilles Dussault.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une telle voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une telle voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une telle voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une telle voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une telle voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une telle voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

## BUDGET

«*Nous allons récolter le fruit de mois de travail, d'années de travail, 'il y a un règlement*», a dit André Boisclair

trois ans ou tous les cinq ans». Sans règlement de cette dimension, le Québec serait contraint périodiquement de réclamer son dû à Ottawa. «*Est-ce que c'est ça, l'avenir du Québec? Ce qu'on recherche, c'est un règlement sur la fiscalité, pas juste un règlement monétaire*». Ensuite, le règlement devra correspondre à une des évaluations effectuées par le Conseil de la fédération déjà évoquée par le ministre des Finances, Michel Audet, à l'Assemblée nationale: on y fixait le règlement à 3,9 milliards «*annuellement*», a spécifié le chef péquiste hier. Enfin, M. Boisclair a réclamé des transferts de points d'impôt.

Selon lui, le problème de fond demeure le même: «*Nous nous sommes fait imposer il y a 25 ans par le peuple canadien une Constitution qui a été rejetée par le quart de la population canadienne, à savoir nous les Québécois*». Il n'a pas manqué aussi de décocher une flèche à l'endroit du chef adéquate Mario Dumont, qui a appuyé le budget de lundi avant même d'en avoir pris connaissance. «*Ce qui est clair, c'est qu'il y a de la confusion chez les fédéralistes; nous, on parle d'une même voix*», a-t-

il assuré, précisant plus tard que les bloquistes de Gilles Duceppe travaillaient de concert avec le PQ sur cette question. Il a toutefois refusé de s'avancer sur la stratégie d'adoption ou d'opposition au budget.

## Charest reste imprécis

Quant à Jean Charest, il a refusé d'établir un plancher ou même les critères afin de mesurer à quel point le règlement du déséquilibre fiscal présenté aujourd'hui serait satisfaisant. Il semblait vouloir réduire les attentes. «*Est-ce que ça va régler le déséquilibre fiscal pour toujours? Ça m'étonnerait que tout soit réglé dans un seul budget*», a-t-il noté. Ce dossier prioritaire s'inscrit dans «*une stratégie globale qui doit se poursuivre*», selon lui.

«*Défendre les intérêts du Québec, ce n'est pas improviser. Ce n'est pas sortir un lapin du chapeau. C'est connaître nos responsabilités et préparer le terrain pour avoir des résultats*», a rappelé Jean Charest.

Le Devoir  
Avec la Presse canadienne

## Québec solidaire affirme être la seule solution à gauche

Le parti Québec solidaire tentera au cours des derniers jours de la campagne électorale de convaincre les électeurs qu'il est la seule véritable solution à gauche.

Une des porte-parole de ce parti de gauche, Françoise David, a déclaré dans une entrevue à NTR, diffusée hier, que «*les vrais contestataires, ceux qui proposent des solutions les plus audacieuses, les plus proches des gens*», font partie de Québec solidaire.

Même David, qui admet que son parti a légèrement perdu du terrain dans les sondages, affirme

que l'alternative n'est pas l'Action démocratique du Québec de Mario Dumont, qui, selon elle, «*propose un retour en arrière digne de l'ancien premier ministre du Québec, Maurice Duplessis*». Elle a ajouté que l'ADQ prône la division entre les villes et les régions.

Pour elle, le travail de Québec solidaire dans ce dernier droit de la campagne consistera à démontrer aux électeurs les véritables enjeux.

Presse canadienne

## CHARGE

ner argent et ressources directement aux écoles tient de «*la vision simpliste, voire populiste*», a dénoncé le président de la CSQ, Réjean Parent. «*Ça laisse croire à plus d'efficacité, mais, en réalité, c'est exactement l'inverse qui se produirait, en plus de mener à la fermeture d'une série d'écoles de village*», a-t-il indiqué, martelant le fait que la menace adéquate se résumait à une fuite vers le «*zéro dialogue social*».

Haussant le ton, le président du SPGQ a invité ses membres, de même que la population, à ne pas se laisser bernier par les visions libérales et adéquate le jour du scrutin. «*Il ne faudra pas que l'isolement soit une forme d'instrument d'isolement social*», a tonné Gilles Dussault.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une telle voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

La présidente de la FIQ, Lina Bonamie, en a toutefois assez d'entendre dire qu'un «*certain parti politique a envoyé un grand nombre d'employés à la retraite il y a dix ans*», comme elle l'a affirmé, prenant ainsi la défense du PQ. «*Ça s'est passé il y a 10 ans! Ce qui s'est fait il y a 10 ans, on est tannés d'en entendre parler. Ces gens-là seraient partis à la retraite de toute façon. Ce qui nous intéresse, c'est ce qui nous attend demain*».

Ironie du sort la plus complète, pendant que les quatre chefs syndicaux répondaient aux questions sur l'apparente absence de ligne partisane de leur exécutif respectif, l'autobus de campagne du chef du PQ, André Boisclair, attendait paisiblement au bas de l'hôtel montréalais choisi pour effectuer le point de presse. «*C'est un pur hasard*!», se sont défendus les représentants syndicaux, sourire en coin. L'autobus attendait en effet le retour du chef, simplement allé participer à la parade de la Saint-Patrick, quelques rues plus loin.

Le Devoir

anéantissent toutes les revendications sociales. S'en suit une marée montante d'agressivité et de violence en réaction aux discriminations et aux inégalités engendrées».

## Réduction des valeurs

La conception selon laquelle la poursuite par chacun de son intérêt économique constitue le seul moteur indiscutable de l'action humaine aboutit par ailleurs à une redoutable réduction des valeurs à leur dimension marchande, dénonce le D' Kahn. La réduction des valeurs immatérielles d'ordre moral et esthétique à leurs dimensions économiques et techniques a conduit à des situations inacceptables pour ce généticien qui a été membre du Comité consultatif national d'éthique en France. «*Les gènes sont des entités naturelles codant des propriétés biologiques des êtres vivants. Ils n'ont donc pas été inventés par les chercheurs qui en ont déterminé la composition. Pourtant, près d'un million de séquences génétiques d'origines diverses, humaines et non humaines, font l'objet de demandes de brevets, dont quelques milliers ont déjà été accordés. Et les biotechnologies modernes font espérer un marché qui pourrait atteindre les 400 à 500 milliards de dollars dans la décennie qui vient, précise-t-il. Dès lors, l'idée s'impose insidieusement qu'une telle stratégie, d'un intérêt économique tel qu'elle en acquiert une consistance de réalité, ne peut être franchement mauvaise...*»

Et il en est de même pour tous les domaines — clonage humain, vente d'embryons testés — où une avancée scientifique et technique est valorisable et susceptible de déboucher sur un marché profitable, peu importe si le projet soulève des objections morales.

Dans le milieu culturel, les œuvres d'art ne sont plus jugées à l'aune de leur valeur esthétique, mais sont réduites à leur cote sur le marché de l'art. Tel artiste sera porté aux nues par simple effet de mode.

Aussi, la dignité, une valeur qui n'a pas de prix, tend de plus en plus à adopter une dimension comptable. Il en résulte que «*l'on traite de vieux cons les personnes âgées dont la capacité productive est nulle, qui coûtent et ne rapportent rien*». Jadis, le grand âge était synonyme de sagesse, de lieu où était conservée la connaissance. Aujourd'hui, dans notre société dont «*l'idéal est d'être beau, jeune, actif et productif, la vieillesse est une déchirante qu'il serait légitime d'éviter en reconnaissant à chacun le droit de mourir, en autorisant l'euthanasie librement consentie*», fait remarquer le médecin.

«*Le succès économique de la plus méprisable des entreprises, du projet le plus vulgaire, du personnage le plus*

grossier leur assure ipso facto une respectabilité qui, s'articulant avec leur richesse, en accroît le pouvoir et l'influence sur la société. Dans les milieux défavorisés, l'observation d'une déconnexion entre la réussite financière et l'école aboutit à une dévalorisation du savoir. Le phénomène a même des répercussions sur le choix des carrières par les jeunes plus favorisés. La réussite vantée et vécue se confond avec la position rémunératrice, alors que le prestige de la connaissance et de la science en elles-mêmes est en chute libre», écrit Axel Kahn.

En tout lieu et en toute chose, l'accumulation des richesses est devenue la finalité, alors qu'elle devait à l'origine n'être que le moyen, souligne M. Kahn.

Limposition d'un modèle dominant a aussi pour effet d'uniformiser, de standardiser la culture. Or «*l'histoire témoigne de la fécondité de l'hybridation culturelle, alors que l'homogénéisation nuit à la fécondité des échanges, puisque c'est de la confrontation que naît l'idée*». L'évolution vers un schéma standard de pensée, vers une culture unique, favorise par ailleurs le communautarisme au sein de certaines sociétés (on pense à l'islamisme), fait remarquer l'auteur. Celles-ci se referment alors sur elles-mêmes derrière des barrières étanches qui empêchent l'échange et ce dialogue enrichissant, qui a été le grand moteur du progrès des civilisations. Et, là encore, la richesse des cultures est réduite à l'état de marchandise, elle devient exotisme distrayant pour touristes en mal de dépaysement.

Dans son livre, *L'Homme, ce roseau pensant* publié chez Nil éditions, Axel Kahn s'applique à définir le «*propre de l'homme*», qui malgré sa grande proximité sur le plan génétique avec le chimpanzé, voire la souris, se distingue par «*la responsabilité de s'imposer un devoir et de s'y conformer*». Aux yeux du scientifique, cette notion de responsabilité est centrale, car «*elle constitue le moyen de refonder un humanisme non essentialiste [non réduit au déterminisme] dans une perspective agnostique*».

«*Les relations économiques ont joué, jouent et joueront un rôle essentiel dans la structuration, le fonctionnement et l'évolution des sociétés humaines*, admet Axel Kahn. La poursuite par tout être de son intérêt est incontestable. En ce sens la mobilisation à cet effet des capacités marchandes de l'homme ne peut nous étonner. Il revient cependant aussi à chacun de faire des choix, de se fixer des buts qui ne pourront prétendre à une valeur universelle s'ils n'incluent pas le souci de l'autre.»

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelleu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.